



Les militant-e-s de la Société pour les peuples menacés, des citoyens comme les autres ?

Florence Passy et Gian-Andrea Monsch

Septembre 2011

Préambule

Ce rapport s'inscrit dans une recherche comparative plus large qui a pour objectif d'expliquer l'engagement de citoyen-ne-s dans les mouvements sociaux et de comprendre pourquoi certaines personnes s'engagent pour défendre les droits et le bien-être des autres comme dans le cas de l'action protestataire pour défendre les sans-papiers, les personnes déshéritées ou des populations dont les droits sont niés. Cette recherche est essentiellement financée par le Fond National Suisse de la Recherche Scientifique. Nous avons reçu un soutien complémentaire de la Faculté des Sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne et de la Fondation du 450^e. Nous remercions l'ensemble des institutions qui ont permis la réalisation de cette recherche.

Nous remercions également les nombreux collaboratrices et collaborateurs qui ont participé à cette recherche : Jules César Pooda et Noémi Michel pour la retranscription des entretiens qualitatifs ; Nicolas Pekari, Thierry Rossier, Frédéric Tétaz et Raffaël Himmelsbach pour leur travail sur les enquêtes quantitatives. Nous remercions également notre mandataire Datadoxa pour la réalisation des enquêtes quantitatives. Enfin, une recherche ne peut être autre chose qu'un échange permanent avec des collègues. Nous remercions pour leurs conseils et vigilance critique Doug McAdam de l'Université de Stanford, Dominique Joye de l'Université de Lausanne, Marlène Sapin de l'institut FORS et Gaëtan Clavien de l'Université de Genève.

Nous tenons également à remercier SPM Suisse pour sa collaboration à cette recherche. SPM nous a donné accès à un échantillon représentatif de ses militant-e-s et nous a facilité la mise en contact avec des personnes engagées pour conduire des récits de vie. Nous remercions en particulier Franziska Stocker pour son travail et soutien. Dans le cadre de notre collaboration, nous délivrons à SPM, et à titre gracieux, ce rapport de recherche qui est le fruit de l'analyse du sondage conduit auprès de ses militant-e-s.

Enfin, cette recherche n'aurait pas pu voir le jour sans la collaboration des militant-e-s qui ont participé à l'enquête quantitative et qualitative de ce programme de recherche. Nous les remercions pour nous avoir accordé un temps précieux pour que nous puissions réaliser les différents volets de cette recherche.

Les militant-e-s de la Société pour les peuples menacés

Qui s'engage à la Société pour les peuples menacés (SPM)? *Comment* ces militant-e-s rejoignent cette organisation ? Et *pourquoi* s'engagent-ils pour défendre les droits des minorités et des peuples autochtones ? Ce sont ces trois questions auxquelles nous allons tenter de répondre. Ces trois questions sont importantes pour le monde de la recherche car elles renvoient à des processus sociaux qui font encore débat. Ces questions sont également importantes pour le monde de la militance et des organisations des mouvements sociaux. Pourquoi ?

Ces questions nous permettent de cerner trois enjeux : le profil sociologique des militant-e-s, les chemins qui permettent à des personnes de rejoindre la contestation politique, et les motivations qui président à leur engagement. Pour les organisations qui s'engagent dans l'espace politique comme SPM, ces questions sont importantes car elles renvoient à trois préoccupations qu'a généralement le monde de la militance, à savoir : connaître le *potentiel politique* sur lequel l'organisation peut construire sa protestation ; cerner les *canaux* qui conduisent des personnes à rejoindre la contestation et son organisation ; et appréhender les *raisons* qui conduisent à traduire une préoccupation pour un enjeu politique en une mobilisation effective. Ainsi, préoccupations scientifiques et préoccupations politiques se rejoignent ici. Outre ces questions qui mobilisent un intérêt commun, nous discuterons aussi de l'évaluation de SPM par ses militant-e-s.

La philosophie qui préside à ce document est celui de *l'échange*, à savoir une collaboration que nous souhaitons fructueuse entre le monde de la recherche et celui des organisations engagées dans l'espace politique. Nous livrons dans ce document nos analyses et interprétations sur les trois questions qui guident notre discussion. Ces analyses et interprétations reposent sur un socle de savoir spécifique, celui de la recherche sur l'action protestataire qui a progressivement élargi son cercle de connaissances à la fin des années 70. Ce savoir, comme tout type de savoir scientifique, est dans le monde de la recherche sans cesse débattu. C'est cette mise en discussion qui permet à la connaissance de progresser en abandonnant certaines hypothèses et en en mobilisant de nouvelles. Nous souhaitons, en tant que partenaire, vous inviter à participer à ces débats. Le savoir est toujours en construction et les échanges sont des vecteurs importants de cette construction.

Qui sont les militant-e-s de la Société des peuples menacés ?

La recherche a mis en exergue que les personnes engagées dans l'action contestataire proviennent de segments spécifiques de la société. L'engagement politique mobilise des personnes munies d'importants capitaux sociaux, en particulier scolaires. Mais surtout, l'action politique mobilise sur des lignes de tensions sociales et politiques, communément appelées clivages (Bartolini et Mair 1990). Par exemple, le XIXe et XXe siècle ont connu une mobilisation importante sur le clivage de classe. La protestation qui a émergé dans les années 60 repose aussi sur une ligne de fraction particulière : le *clivage postindustriel* (Kriesi 1993, Jasper 1997). Ce clivage a conservé la préoccupation de la justice sociale, propre au clivage de classe, en la doublant d'une nouvelle préoccupation: l'émancipation individuelle et collective¹, ainsi qu'une politisation de la société du risque. Ce nouveau conflit est politisé par une nouvelle famille d'acteurs protestataires que sont les mouvements postindustriels regroupant les organisations écologistes, féministes, pacifistes, antiracistes, d'aide au développement, de défense des droits humains, etc. Ces acteurs ont aussi été appelés *left-libertarian movements* renvoyant à leurs luttes politiques pour défendre à la fois une plus grande justice sociale (*left*) et la promotion de la liberté individuelle et collective (*libertarian*). En se mobilisant sur des lignes de forces sociopolitiques, les acteurs collectifs ont un *potentiel politique* qui leur est spécifique. Les personnes qui rejoignent l'action politique ont donc de fortes chances d'avoir un profil social particulier et d'être porteuses de valeurs qui leurs sont propres. SPM, étant un acteur de la famille des mouvements postindustriels, devrait mobiliser des militant-e-s qui ont cet ancrage social spécifique.

Toutefois, SPM a mis récemment en œuvre une stratégie de recrutement dynamique qui l'a conduit à étoffer très largement le nombre de ses militant-e-s. Sa pratique du recrutement de rue, qu'elle a délégué à une organisation spécialisée, pourrait suggérer que le recrutement de nouveaux militant-e-s se ferait au-delà du cercle social habituel des mouvements postindustriels. Nous pourrions penser que le potentiel politique de cette organisation s'est progressivement élargi à d'autres segments de la population. Autrement dit, la question qui se pose ici est la suivante : SPM mobilise-t-elle dans le segment de prédilection des mouvements postindustriels ou *a-t-elle élargi son potentiel politique* de par ses pratiques actives de recrutement de rue ?

Un ancrage de classe spécifique

De nombreux travaux ont montré que c'était essentiellement les citoyen-e-s de la classe moyenne qui étaient porteurs de la contestation postindustrielle et plus particulièrement un segment spécifique de cette classe : les travailleurs socioculturels (professionnels de l'enseignement, du domaine médical, du travail social et culturel). Cet ancrage de classe spécifique se voit également confirmé pour les militant-e-s de SPM (Tableau 1.1).

¹ L'émancipation collective renvoie à l'émancipation des minorités : les femmes, les gays et lesbiennes, les minorités ethniques et raciales, etc.

La majorité des militant-e-s de SPM est membre de la *classe moyenne*. Cette classe sociale est très largement surreprésentée parmi la population des militant-e-s. En revanche, les membres de l'ancienne bourgeoisie et plus encore ceux de la classe ouvrière sont nettement sous-représentés. Le conflit postindustriel est donc bien celui de la classe moyenne, et en ceci les militant-e-s de SPM ne se distinguent pas de ceux du WWF et de la Déclaration de Berne (DB), sondés à la fin des années 90.

Au sein de la classe moyenne, nous voyons que ce sont surtout les *travailleurs socioculturels* qui sont mobilisés. Toutefois, cette catégorie sociale qui a toujours constitué le bastion de recrutement des mouvements postindustriels est moins importante aujourd'hui qu'hier lorsque nous comparons les militant-e-s de SPM à ceux du WWF et de la DB. Les managers, qui étaient toujours sous-représentés dans ce type de contestation politique, sont des personnes mobilisées à SPM. Deux explications peuvent être apportées à cette mobilisation inattendue des managers. Soit SPM a su élargir son potentiel politique à ce segment social, soit le conflit postindustriel n'oppose en fait pas des segments spécifiques au sein de la nouvelle classe moyenne, mais des classes sociales entre elles, notamment entre la nouvelle classe moyenne et la classe ouvrière.

Tableau 1.1: La classe sociale des militant-e-s

	DB	WWF	Suisse 1995	SPM	Suisse 2007
	%	%	%	%	%
Bourgeoisie/ancienne cl. moyenne	14	11	19	8	17
<i>Professions libérales (indépendants)</i>	9	7	8	6	5
<i>Employeurs/artisans</i>	4	3	7	2	12
<i>Paysans</i>	1	1	4		
Nouvelle classe moyenne	76	66	48	76	40
<i>Spécialistes socioculturels</i>	59	45	14	43	13
<i>Technocrates</i>	16	19	14	8	9
<i>Managers</i>	1	2	20	25	18
Classe ouvrière	12	23	34	17	44
<i>Employés qualifiés</i>	3	6	23	14	34
<i>Employés non-qualifiés</i>	9	17	11	3	10
Total	100%	100%	100%	100%	100%
n	599	535	2807	314	3849

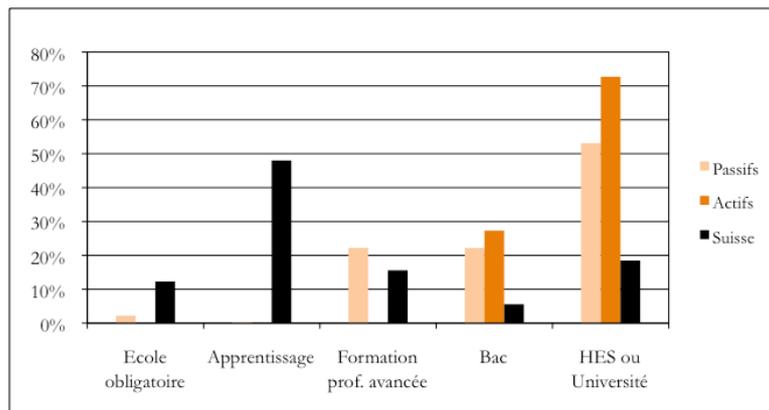
NOTE: Déclaration de Berne (Passy 1998a) ; WWF (Passy 1998b) ; Suisse 1995 (Bütschi 1997) ; Suisse 2007 (Selects 2007).

Des militant-e-s hautement formés

La classe sociale constitue un indicateur pour cerner l'ancrage social des individus, le niveau d'éducation en est un autre. L'action politique est le fait de gens hautement dotés en capitaux scolaires. De surcroît, en sachant que les militant-e-s de SPM appartiennent à des segments de classe hautement dotés en formation, nous ne pouvons que nous attendre à une population militante richement pourvue en ressources scolaires. C'est effectivement ce que confirme la figure 1.1. Plus de la moitié des militant-e-s de SPM ont

une formation universitaire ou équivalente. Et environ 40% ont une formation professionnelle avancée ou est titulaire d'un baccalauréat². En revanche, les personnes qui ont une formation élémentaire ou professionnelle de base sont largement sous-représentées à SPM. *Les militant-e-s de SPM se distinguent donc de façon considérable du reste de la population.* Cette forte surreprésentation des personnes hautement formées n'est pas propre à SPM. Les militant-e-s des mouvements postindustriels sont richement dotés en capitaux scolaires, nous avons retrouvé les mêmes tendances pour les militant-e-s du WWF et de la DB.

Figure 1.1: Le niveau d'éducation des militant-e-s de SPM



NOTE: "Quelle est la formation la plus élevée que vous avez achevée, ou quel est le diplôme le plus élevé que vous avez obtenu?" Suisse (Selects 2007) n=4'353 ; SPM, n=372.

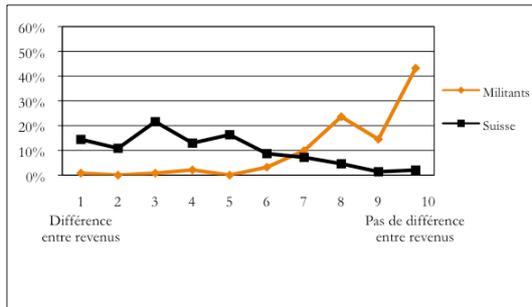
Une architecture spécifique des valeurs

Le clivage postindustriel mobiliserait des personnes qui ont une architecture des valeurs qui reposerait sur deux piliers normatifs : la défense de la justice sociale et une meilleure redistribution des ressources au sein de la population (*left*), et la défense de la liberté individuelle et collective (*libertarian*). Qu'en est-il pour les militant-e-s de SPM ? Sur ces deux piliers normatifs, les militant-e-s se distinguent de la population suisse (Figure 1.2). Ils sont plus favorables à une plus grande justice sociale au sein de nos sociétés et ont un souci marqué à l'égard des libertés et émancipations individuelles. Leur architecture des valeurs ne se distingue pas des autres militant-e-s engagés dans la protestation postindustrielle. Les militant-e-s de SPM, comme ceux des autres organisations postindustrielles, ont donc bien un *profil normatif particulier*.

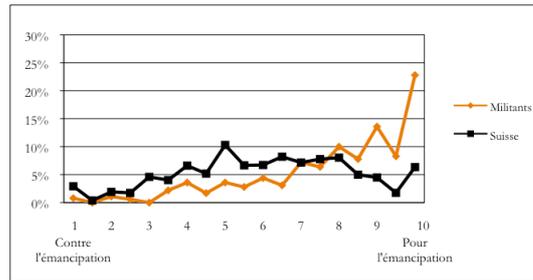
² Les personnes qui ont une formation professionnelle avancée sont les personnes qui ont plus de trois ans d'apprentissage et de formation pour obtenir leur diplôme professionnel.

Figure 1.2: Le profil left-libertarian des militant-e-s

Positionnement en matière de justice sociale



Positionnement en matière d'émancipation



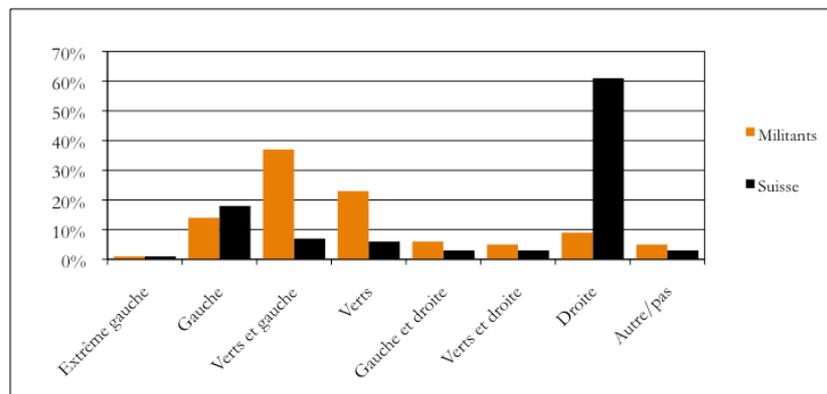
NOTE A: Le graphique représente la distribution de l'affirmation suivante: 1 «De plus grandes différences de revenus sont nécessaires afin d'encourager les efforts individuels» et 10 «Les différences entre les revenus devraient diminuer». Suisse (EVS 2008) n=1241 (moyenne=6.3, écart type 2.5) ; SPM n=365 (m=8.6, et=1.7).

NOTE B: Le graphique représente la distribution de la moyenne entre deux variables portant sur l'émancipation des migrants. La première avait comme deux extrêmes 1 « Les immigrants prennent le travail des gens nés dans le pays » et 10 « Les immigrants ne prennent pas le travail des gens nés dans le pays ». Pour la deuxième, les affirmations étaient 1 « La culture d'un pays n'est pas menacée par les immigrants » et 10 « La culture d'un pays est menacée par les immigrants ». Suisse (EVS 2008) n=1253 (moyenne=6.1, écart type 2.2) ; SPM n=360 (m=7.9, et=2.1).

Un ancrage politique spécifique

L'inscription sociale et normative des militant-e-s se traduit par un soutien politique aux mouvements postindustriels, comme en s'engageant ou soutenant SPM, mais aussi par un soutien partisan singulier. L'analyse de la proximité partisane des militant-e-s rend bien compte de la spécificité de leur architecture des valeurs reposant sur un double pilier : justice sociale (*left*) et émancipation (*libertarian*). Les militant-e-s sont à la fois proches des *partis de gauche*, notamment du Parti socialiste, et des *Verts* (Figure 1.3). Il convient de rappeler que les partis écologistes sont nés du clivage postindustriel. En revanche, très peu de militant-e-s se sentent proches des partis d'extrême gauche, et peu se situent à droite de l'échiquier politique. Là encore, la distinction avec le reste de la population est claire, et la proximité de ces militant-e-s avec ceux du WWF et de la DB est importante.

Figure 1.3: La préférence partisane des militants



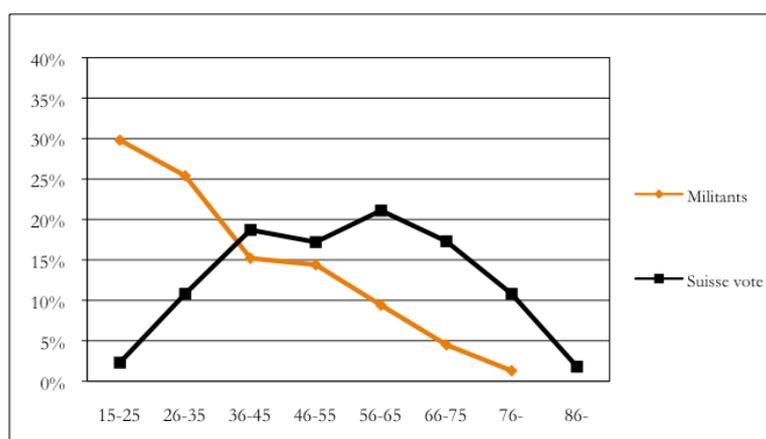
NOTE: Combinaison de : Etes-vous membre d'un parti politique et quel est le parti qui vous est particulièrement proche ? Suisse (Selects 2007) n=1416, SPM n=292. La comparaison avec la Suisse repose uniquement sur les personnes qui déclarent avoir une identification partisane: 35% des répondants.

L'activisme, le fait de la jeunesse

Avant de conclure cette première discussion, nous aimerions encore présenter une dernière analyse relative à l'âge des militant-e-s de SPM. Comme le montre la figure 5.6, les militant-e-s de SPM sont assez jeunes. La moyenne d'âge de ces militant-e-s est de 38 ans. Et près de la moitié de ces forces militantes ont entre moins de 25 ans et 35 ans. Les tranches d'âge supérieures sont plus faiblement représentées chez SPM que dans d'autres organisations postindustrielles que nous avons pu analyser. Par exemple, chez Greenpeace les militant-e-s sont en moyenne âgés d'une dizaine d'années de plus comparativement à ceux de SPM.

Si les forces militantes de SPM reposent assez largement sur les jeunes, nous voyons clairement un déclin progressif du soutien à SPM, l'âge des militant-e-s avançant. La sortie de l'engagement protestataire avec l'âge est un phénomène bien connu des politologues. On retrouve la même tendance pour le vote. Toutefois, entre l'action protestataire et le vote la différence est extrêmement importante : la sortie de l'engagement dans l'action protestataire *arrive beaucoup plus jeune que pour la participation aux élections ou votations*. De surcroît, le déclin de l'engagement des militant-e-s plus âgés de SPM est nettement plus marqué que pour les autres organisations postindustrielles que nous avons pu étudier.

Figure 1.4: L'âge des militant-e-s comparé à l'âge des électeurs Suisse



NOTE : Suisse (Selects) n=3803 (moyenne=50.8, écart type=18.1); SPM n=382 (m=37.6 et et=15.3).

Synthèse et implications

Pour conclure cette discussion sur le profil social et normatif des militant-e-s, nous retiendrons trois points. Premièrement, les militant-e-s de SPM s'inscrivent effectivement dans un **segment spécifique de la société**. Ce résultat a pour conséquence pour SPM qu'elle a un potentiel politique qui lui est propre. Ce ne sont pas des citoyen-ne-s lambda qui sont membres de cette organisation mais des personnes socialement typées. SPM, comme le WWF, la DB et les autres organisations du mouvement postindustriel ont un terrain de recrutement qui repose sur un segment spécifique de la population. Il est donc difficile de mobiliser des personnes en dehors de ce bastion social.

Deuxièmement, nous avons émis l'hypothèse d'une **probable hétérogénéité sociale** due aux stratégies de recrutement récemment mises en place par SPM. Cette hétérogénéité sociale n'est pas de mise. SPM a un potentiel protestataire comparable aux autres organisations du mouvement postindustriel. Toutefois, une question se pose : de qui sommes-nous représentatifs dans cette enquête ? Comme vous le savez et comme on le voit en annexe, le taux de réponse à notre enquête, comparativement aux autres enquêtes que nous avons menées conjointement à celle de SPM, est extrêmement faible et nous avons donc un nombre de répondants limité. Nombre de militant-e-s contactés nous ont dit ne pas connaître SPM, d'autres ont été étonnés d'être contactés en tant que membre de SPM. Ce faible taux de réponse est certainement lié à la stratégie de recrutement de rue conduite par SPM. Des personnes abordées dans la rue peuvent apporter quelques dons à l'association ou encore signer une pétition pour défendre les droits des minorités et peuples autochtones mais ne pas forcément se souvenir qu'ils sont devenus membre de SPM. Très certainement ces personnes sont celles qui ne s'identifient pas à SPM et qui, *in fine*, n'ont pas répondu à notre enquête. Au vu de l'analyse du profil social, de l'architecture des valeurs des militant-e-s et de celle des réseaux sociaux que nous verrons dans la prochaine section, dans notre enquête **nous sommes représentatifs des militant-e-s qui s'identifient à SPM** et ils sont, du point de vue de leur profil sociologique, comparables aux militant-e-s d'autres organisations postindustrielles. Pour les militant-e-s qui ne s'identifient pas à SPM, et qui semblent être une portion importante, nous ne pouvons pas dire s'ils ont un tout autre profil social que ceux qui ont répondu à notre enquête. Peut-être appartiennent-ils à d'autres segments sociaux. Toutefois, si c'est le cas, ces personnes ne peuvent être considérées comme un réel soutien pour SPM. Autrement dit, le recrutement de rue, qui pourrait potentiellement élargir le potentiel de militant-e-s sur d'autres segments sociaux, est peu à même de fidéliser dans le temps ces personnes qui proviendraient d'autres segments sociaux puisque nous ne les retrouvons pas dans les résultats de notre enquête.

Troisièmement, les **militant-e-s de SPM sont assez jeunes** et davantage que ce que nous avons pu trouver dans d'autres organisations du secteur postindustriel. Pour SPM, cette information est importante car elle montre que l'organisation repose sur un soutien qu'elle peut faire perdurer dans le temps. Toutefois, pour SPM cela nécessite de fidéliser ces militant-e-s assez jeunes pour qu'ils maintiennent leur soutien à cette organisation tout au long de leur parcours de vie. Sinon, cet engagement ne pourrait être que le fait de la jeunesse et s'évanouir progressivement en avançant en âge.

Quels sont les chemins de l'engagement ?

Réfléchir aux chemins de l'engagement, nous amène à réfléchir à deux processus distincts : le processus de sensibilisation ou de *socialisation* à l'enjeu, et le processus de *mobilisation*, autrement dit de conversion d'une sensibilité à un enjeu en un engagement effectif. Nous discuterons ici ces deux aspects en nous posant les questions suivantes : quels sont les canaux de sensibilisation aux enjeux liés à la protection des populations autochtones ? Et quels sont les canaux qui conduisent à un engagement pour cet enjeu politique visant à défendre les droits des minorités et, plus spécifiquement, les canaux qui ont conduit à s'engager à SPM.

La recherche nous a rendus attentifs au rôle important des *réseaux sociaux*, qu'ils soient de nature formelle, comme l'insertion dans une organisation, ou informelle par le biais d'échanges interpersonnels entre des individus. Par exemple, les études sur le mouvement des droits civiques aux Etats-Unis ont mis en exergue le rôle crucial joué par le réseau des églises baptistes pour s'engager dans ce mouvement. D'autres recherches ont montré l'importance des réseaux interpersonnels pour l'engagement militant. Selon ces études, les réseaux jouent un rôle à la fois dans le processus de socialisation à l'enjeu contestataire mais aussi dans le processus de mobilisation. Récemment, des auteurs ont remis en cause la prédominance des réseaux à la fois dans le processus de socialisation et de recrutement (Jasper). Les réseaux ne seraient qu'un canal parmi d'autres, notamment pour les enjeux protestataires relativement consensuels et des protestations qui ne se déroulent pas dans la clandestinité. SPM se situe dans ce cas de figure. Alors examinons la place des réseaux sociaux dans ce type d'engagement politique.

Un contexte relationnel qui favorise leur socialisation

Le contexte relationnel dans lequel évolue l'individu est potentiellement un important vecteur de socialisation aux enjeux protestataires. L'interaction sociale, à la fois dans des groupes formels ou entre individus, favorise la sensibilisation d'un acteur à des problèmes politiques. Nous examinons ici le *contexte relationnel* des militant-e-s *avant* qu'ils ne soient engagés à SPM, en portant un regard spécifique à leur insertion dans les réseaux organisationnels (formels) puis dans les réseaux interpersonnels (informels).

La recherche montre que les personnes, avant de s'engager, étaient généralement insérées dans des *groupes et réseaux sociaux*. Cette insertion facilite la socialisation à l'enjeu et permet aussi de tisser des ponts entre différentes structures militantes. Qu'en est-il pour SPM ? Avant de rejoindre SPM, les militant-e-s étaient fortement insérés dans des réseaux organisationnels (Tableau 2.1). Les trois-quarts des militant-e-s étaient déjà inscrits dans des réseaux sociaux, soit en étant actifs, soit en étant de simples sympathisant-e-s.

L'insertion générale dans les réseaux n'est pas un indicateur suffisamment précis. Tous les réseaux n'ont pas la capacité à socialiser les individus sur les enjeux liés à l'environnement. L'insertion dans les *organisations postindustrielles* est un meilleur indicateur puisque ces organisations partagent un cadre cognitif commun (*master frame*) qui peut sensibiliser les

individus sur les enjeux de cette famille spécifique de mouvements (Snow & Benford 1992). Les militant-e-s de SPM sont fortement insérés dans les organisations postindustrielles, et de façon plus importantes que ne l'étaient les militant-e-s du WWF et de la DB. Plus de la moitié des militant-e-s de SPM étaient déjà membres d'une ou plusieurs organisations de cette famille de mouvements. En particulier, ils étaient membres d'organisations écologistes, d'aide au développement et de défense des droits humains. Ces trois secteurs prédominent largement sur les autres secteurs de la protestation postindustrielle. L'insertion des militant-e-s de SPM dans ce type de réseaux est là aussi beaucoup plus importante que celle des personnes engagées dans les années 90 au WWF et à la DB. Ces trois secteurs facilitent l'engagement à SPM. Un engagement dans une organisation de défense des droits humains ou d'aide au développement amène à s'engager pour la défense des minorités et peuples autochtones. De même, un engagement dans le secteur de l'environnement permet de rejoindre SPM.

Tableau 2.1 : L'insertion des militant-e-s dans les réseaux formels avant de s'engager dans l'organisation

	DB	WWF	SPM
	%	%	%
Postindustrielles	44	49	61
<i>Ecologistes</i>	25	27	41
<i>Aide au développement</i>	19	20	38
<i>Droits humains</i>	9	12	28
<i>Droits des migrants</i>	2	3	9
<i>Pacifistes</i>	6	7	11
<i>Consommateurs</i>	4	8	6
<i>Féministes</i>	3	3	6
<i>Gays</i>	0	0	1
<i>Altermondialistes</i>	-	-	8
<i>Anarchistes</i>	-	-	3
Travail	18	16	18
<i>Syndicats</i>	11	15	12
<i>Professionnelles</i>	9	2	10
Partis politiques	5	8	11
<i>Partis</i>	5	8	11
Religieuses et caritatives	14	19	35
<i>Religieuses</i>	10	10	12
<i>Caritatives</i>	5	11	28
Autres	9	36	50
<i>Jeunes/étudiants</i>	0	1	23
<i>Locataires</i>	2	9	7
<i>Quartiers</i>	1	-	-
<i>Parents d'élèves</i>	2	22	6
<i>Automobilistes</i>	4	21	2
<i>Militaires/patriotes</i>	0	3	1
<i>Culturelles/bobby</i>	-	18	29
<i>Autres</i>	2	9	7
Total	77	67	73

NOTE: Est-ce que vous étiez membre ou engagé dans ces associations / groupes avant votre engagement à SPM ? Déclaration de Berne (Passy 1998a) n=646, WWF (Passy 1998b) n=670 ; SPM, n=409.

Outre le secteur postindustriel, les militant-e-s étaient aussi insérés de façon importante dans le *secteur caritatif et religieux* avant de rejoindre SPM, et plus spécifiquement dans les associations caritatives. De par le partage de certains cadres cognitifs communs (*master frames*), le secteur caritatif et religieux facilite un engagement pour la défense des migrant-e-s.

Si les militant-e-s étaient largement insérés dans un réseau formel favorisant potentiellement leur socialisation aux enjeux de la protection des minorités, ils étaient encore plus largement insérés dans des *réseaux interpersonnels* sensibles à ces enjeux (Tableau 2.2). La quasi totalité des militant-e-s de SPM ont évolué dans un contexte interpersonnel sensibilisé aux droits des minorités et peuples autochtones. Près de la moitié des militant-e-s affirme que leur réseau interpersonnel (amis, famille et connaissances) était très proche des problèmes rencontrés par les peuples autochtones, et 46% d'entre eux estiment qu'il l'était dans une certaine mesure. Très peu de militant-e-s, avant de s'engager à SPM, évoluaient dans un contexte interpersonnel sans lien avec les préoccupations liées à la question des minorités. Ce constat est identique à celui que nous avons pu faire autant pour le WWF que la DB. Avant de s'engager, les militant-e-s bénéficient de larges potentialités d'interactions sur l'enjeu de leur future mobilisation.

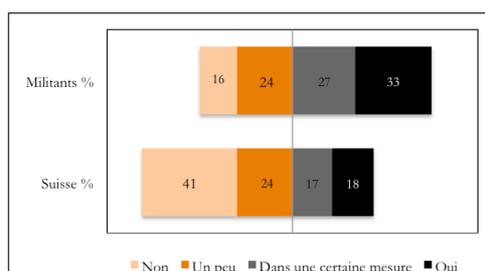
*Tableau 2.2: L'insertion des militant-e-s dans les réseaux interpersonnels sensibilisés à l'enjeu protestataire **avant** qu'ils ne s'engagent dans l'organisation.*

	SPM
	%
Aucune	8
Moyenne	46
Forte	46
Total	100 %
n	381

NOTE: Avant de vous engager à SPM est-ce que vos proches amiEs, connaissances et membres de votre famille étaient sensibilisés aux problèmes rencontrés par les minorités et peuples autochtones ?

Avant de rejoindre SPM, les militant-e-s évoluent dans un réseau d'interactions favorisant leur sensibilisation aux questions liées à la défense des peuples autochtones. De plus, ils ont bénéficié d'un contexte familial propice à leur *sensibilisation politique*. Dans leur enfance, les militant-e-s ont évolué dans un milieu familial où la politique était présente et faisait l'objet de discussions. Une caractéristique qui les distingue encore de l'ensemble de la population (Figure 2.1). Force est donc de constater que les militant-e-s avant de s'engager à SPM étaient inscrits dans un *contexte relationnel qui favorisait le développement d'une conscience politique* liée aux enjeux de la défense des minorités et peuples autochtones.

Figure 2.1: Les parents des militant-e-s discutaient-ils de politique en famille ?



NOTE: En repensant à la vie de vos parents quand vous aviez 14 ans, est-ce que vous discutiez politique à la maison avec vos parents? Suisse (EVS 2008) n=1225, SPM n=383.

D'autres canaux favorisent leur socialisation

L'insertion dans les réseaux sociaux permet une socialisation concrète mais aussi diffuse ; l'environnement social procure des ressources cognitives sans en être véritablement conscient. Nous avons donc demandé aux militant-e-s qu'ils nous disent, selon eux, quels sont les *canaux qui les ont sensibilisés* aux questions des minorités et peuples autochtones avant qu'ils ne s'engagent pour défendre cet enjeu politique. En examinant les différents canaux de socialisation, nous pouvons ainsi évaluer l'importance des réseaux dans le processus de socialisation.

Tableau 2.3: Les canaux qui ont sensibilisé les militant-e-s à l'enjeu de protestation

	DB	WWF	SPM
	%	%	%
Réseaux sociaux	61	53	37
Interpersonnels	45	50	31
Proche ami-e	40	18	15
Connaissance/ collègue	-	10	11
Famille	11	35	17
Organisationnels	49	10	13
Organisation dont je faisais partie	45	10	9
Eglise	30	-	5
Autres canaux	82	89	91
Organisation elle-même	51	56	50
Publications	44	48	38
Campagnes/ actions	53	34	29
Événements politiques/sociaux	24	53	43
Événements	24	53	43
Expériences personnelles	33	38	44
Expérience personnelle	-	28	33
Voyage dans un pays en développement	29	-	-
Travail dans un pays en développement	7	-	-
Travail	-	15	22
Information	68	82	76
Média	51	59	57
Lectures personnelles	43	49	49
Autre	5	3	4
Aucun canal (toujours sensibilisé)	24	58	34

NOTE: Qu'est-ce qui vous a sensibilisé aux problèmes des minorités et peuples autochtones ? Déclaration de Berne (Passy 1998a) n=646, WWF (Passy 1998b) n=670, SPM n=397.

Le premier constat a trait à la multiplicité des chemins de sensibilisation à l'enjeu (Tableau 2.3). *L'information* que les militant-e-s se procurent par le biais des médias et de leurs lectures personnelles joue un rôle important. De même, *SPM est un vecteur de sensibilisation* qui est loin d'être négligeable puisque la moitié des militant-e-s disent avoir été sensibilisés par ce canal. Les *événements sociopolitiques*, notamment des événements liés au sort des populations autochtones (telle que la situation en Tchétchénie par exemple), ainsi que les *expériences personnelles* que vivent les individus sont aussi des sources importantes de sensibilisation à l'enjeu.

Et les réseaux? Quelle est leur place parmi la multiplicité des chemins de socialisation ? Ils restent un canal de sensibilisation, surtout les *réseaux interpersonnels*, mais qui est moins important que les autres chemins de socialisation à l'enjeu. Un tiers des militant-e-s disent avoir été socialisés à cet enjeu protestataire par leur entourage. Les réseaux sont donc un canal de socialisation parmi d'autres.

Quels sont les canaux qui conduisent à s'engager pour les minorités et peuples autochtones ?

Etre sensibilisé à une cause est une chose, convertir cette sensibilisation en engagement politique en est une autre. Nous avons demandé aux militant-e-s de nous dire quels ont été les canaux qui les ont conduits à s'engager pour les droits des populations autochtones (Tableau 2.4). Les canaux qui ont sensibilisé les militant-e-s sont également ceux qui les ont amenés à s'engager, toutefois dans une proportion moindre. Nous voyons là clairement qu'entre la socialisation et la conversion de cette socialisation en acte il y a effectivement une perte importante. *L'information*, par les médias ou les lectures personnelles, et *SPM* sont des canaux très importants. Les *expériences vécues* par les individus ainsi que les *événements sociopolitiques* sont aussi des vecteurs d'engagement non négligeables. Nous retrouvons donc les mêmes canaux (et dans les mêmes proportions) que ceux qui ont socialisé les militant-e-s à la défense des droits des populations autochtones.

Les chemins qui conduisent à l'engagement sont donc aussi multiples que ceux de la socialisation. Mais que pouvons-nous dire des *réseaux* qui ont été évalués par la recherche comme étant des canaux essentiels pour l'engagement protestataire ? Sur l'ensemble des chemins, ce sont des canaux qui semblent bien moins mobilisateurs que les autres. En effet, seul 11% des militant-e-s disent s'être engagés par le biais de ces canaux. La recherche avait notamment mis en exergue que ces canaux, notamment les réseaux interpersonnels, étaient particulièrement importants pour conduire les militant-e-s parmi le cercle des personnes les plus actives des organisations protestataires. Pour SPM, nous avons très peu d'activistes, c'est-à-dire des personnes mobilisées activement dans l'organisation de SPM ou dans ses campagnes d'action³. La plupart des militant-e-s sont des

³ La distinction entre *activistes* et *sympathisant-e-s* est une distinction importante pour la recherche car nous avons affaire à des mondes de militance distincts qui suivent des processus d'engagement qui leur sont propres (Oliver 1980, Passy 1998). Nous distinguons les personnes qui sont dans un processus actif de mobilisation (participation à l'organisation de la SPM, à ses comités, groupes de travail, campagnes d'action, etc.) – les *activistes* – des personnes qui soutiennent la SPM uniquement financièrement (cotisations, dons, etc.) – les *sympathisant-e-s*.

sympathisant-e-s qui soutiennent essentiellement financièrement SPM sans jamais entrer dans un processus actif de mobilisation. Toutefois, en analysant ici séparément les activistes des sympathisant-e-s, nous constatons que les réseaux interpersonnels sont particulièrement importants pour conduire les militant-e-s à un plus haut niveau d'engagement⁴. Comme l'a montré la recherche, l'interaction directe entre personnes est plus efficace pour s'engager activement. Nous retrouvons ici la même spécificité des réseaux interpersonnels que pour d'autres organisations protestataires.

Tableau 2.4 : Les canaux qui ont mobilisé les militant-e-s à s'engager pour l'enjeu protestataire

	DB	WWF	SPM
	%	%	%
Réseaux sociaux	-	36	11
Interpersonnels	21	30	8
<i>Proche ami-e</i>	18	14	3
<i>Connaissance/ collègue</i>	-	8	2
<i>Family members</i>	4	16	5
Organisationnels	13	11	4
<i>Organisation dont je faisais partie</i>	13	11	3
<i>Eglise</i>	14	-	2
Autres canaux	-	65	62
Organisation elle-même	13	33	33
<i>Publications</i>	7	23	18
<i>Campagnes/ actions</i>	11	21	23
Événements politiques ou sociaux	6	28	19
Expériences personnelles	19	33	20
<i>Expérience personnelle</i>	-	27	18
<i>Voyage dans un pays en développement</i>	16	-	-
<i>Travail dans un pays en développement</i>	5	-	-
<i>Travail</i>	-	10	6
Information	13	49	21
<i>Média</i>	10	23	14
<i>Lectures personnelles</i>	5	14	12
Autre	3	5	5
Aucun canal (Toujours mobilisé)	10	19	24

NOTE: *Qu'est-ce qui vous a poussé à vous engager pour les minorités et peuples autochtones ?*
Déclaration de Berne (Passy 1998a) n=646, WWF (Passy 1998b) n=670, SPM n=397).

⁴ Les activistes sont cinq fois plus nombreux que les sympathisant-e-s à avoir été mobilisés par le biais d'un réseau interpersonnel (r de Pearson=.18***) (***) $p<0.001$). Cette différence entre activistes et sympathisant-e-s est forte et significative (comme l'atteste de r de Pearson et le test de significativité, p). Toutefois, cette différence doit être prise avec précaution car nous nous basons seulement sur 11 activistes.

Quels sont les canaux qui mènent à SPM ?

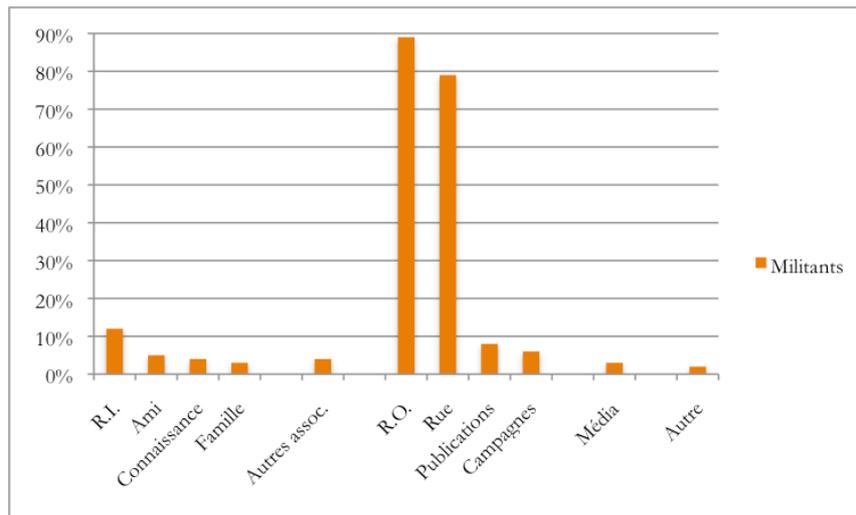
Nous avons examiné les chemins qui conduisent à s'engager pour défendre les droits des minorités et population autochtones mais quels sont les canaux qui permettent de *rejoindre SPM* ? Trois résultats sont importants (Figure 2.2). Premièrement, *SPM* est sans conteste un acteur important de recrutement de ses militant-e-s. Près de 90% des militant-e-s disent avoir été recrutés à SPM par le biais de l'organisation elle-même. Et, sans surprise étant donné l'importance qu'a cette stratégie pour SPM, le recrutement de rue constitue le chemin essentiel de l'engagement de ses militant-e-s. Près de 80% des militant-e-s ont été mis en contact avec l'organisation par le biais de ses campagnes de recrutement dans la rue. En revanche, ses campagnes d'action et publications sont des maillons faibles de son recrutement, contrairement aux autres organisations du secteur postindustriel que nous avons analysées qui recrutent passablement de militant-e-s par le biais de ces canaux. Pour SPM, il y a clairement qu'un canal de recrutement, c'est celui de la rue.

Deuxièmement, les *médias* jouent un rôle négligeable dans le processus de recrutement. C'est une spécificité propre à SPM. Pour les autres organisations du secteur postindustriel, sans être des vecteurs centraux du recrutement, ils constituent néanmoins un chemin qui conduit à l'organisation qui n'est pas négligeable. Pour SPM, il n'en est rien.

Enfin, les *réseaux* sont des canaux de recrutement peu importants. Là aussi, c'est une spécificité de SPM. Pour les autres organisations du secteur postindustriel, les réseaux jouent un rôle important. Rien de tel à SPM. En revanche, et là nous retrouvons le même résultat que précédemment, ces canaux, notamment les réseaux interpersonnels, *conduisent à un degré d'engagement plus important* que les autres chemins de recrutement. Les personnes recrutées par le biais d'une connaissance ou un membre de leur famille, c'est-à-dire des personnes qu'elles connaissent et en qui elles ont confiance, deviennent plus facilement des activistes. Inversement, les personnes recrutées par SPM et notamment par le recrutement de rue viendront grossir le bastion des sympathisant-e-s et non celui des activistes⁵. Autrement dit, le recrutement par le biais d'interactions interpersonnelles, et spécifiquement par des personnes que l'on connaît et en qui on a confiance, est un vecteur d'engagement plus actif que le recrutement par le biais d'inconnus. Ces résultats confortent nombre de travaux scientifiques.

⁵ Les activistes sont quatre fois plus nombreux que les sympathisant-e-s à avoir été mis en contact par le biais d'un réseau interpersonnel (r de Pearson=.17***). En revanche, les activistes sont quatre fois moins nombreux à avoir été recrutés par le biais du recrutement de rue (r de Pearson=.30***) (***) $p < 0.001$). Ces différences entre activistes et sympathisant-e-s sont fortes et significatives (comme l'atteste de r de Pearson et le test de significativité, p). Toutefois, cette différence doit être prise avec précaution car nous nous basons seulement sur 11 activistes.

Figure 2.2: Les canaux qui ont conduit les militant-e-s s'engager à SPM



NOTE: Pouvez-vous nous dire de quelle manière vous êtes entréE en contact avec SPM ? (3 réponses maximum). SPM n=410.

Synthèse et implications

Pour conclure cette discussion sur les chemins de la socialisation et de la mobilisation nous retiendrons là aussi trois points. Premièrement, avant de s'engager pour la défense des populations autochtones, les militant-e-s baignaient dans un **contexte relationnel qui favorisait une sensibilisation à l'enjeu des droits à l'égard des minorités**. Ils étaient insérés dans un contexte interpersonnel proche de ces enjeux. Les interactions sociales concrètes favorisent le développement des ressources cognitives, et là il est clair que ces personnes ont bénéficié de ce type d'interaction. De surcroît, elles étaient fortement insérées dans des réseaux organisationnels, notamment dans le secteur postindustriel et caritatif. Pour SPM, ces résultats ont une double implication. Tout d'abord, il est difficile pour une organisation d'intervenir sur les réseaux interpersonnels de socialisation. En revanche, il est plus facile d'intervenir sur les réseaux organisationnels. Développer ou renforcer des ponts cognitifs avec d'autres enjeux portés par le secteur postindustriels serait une façon d'accroître son influence dans la sensibilisation aux questions des droits des peuples autochtones. Par exemple, on peut imaginer des ponts cognitifs tissés entre l'environnement et les droits des minorités. Les problèmes environnementaux touchent souvent de plein fouet les peuples autochtones, comme en Amazonie par exemple. La question des droits de ces populations et leur protection est dans bien des cas liée à des problèmes environnementaux. On peut imaginer également des ponts de sens jetés plus fermement qu'ils ne le sont peut-être aujourd'hui entre la défense des droits des peuples autochtones et d'autres secteurs d'organisations postindustrielles. Le secteur de l'environnement est celui sur lequel SPM peut le plus s'appuyer en termes de relais pour sensibiliser à la cause des minorités et peuples autochtones.

Deuxièmement, les **chemins de la socialisation et de la mobilisation sont multiples**. Les réseaux ne sont pas les seuls vecteurs de sensibilisation ou de mobilisation.

L'information, l'organisation SPM, les expériences personnelles et les événements sociopolitiques interviennent à la fois dans les processus de socialisation et d'engagement. Pour SPM ce résultat a une implication importante. Comme nous l'avons vu l'organisation joue un rôle important à la fois dans la socialisation et dans la mobilisation. C'est donc un acteur important pour une conscientisation à la cause des droits des populations autochtones et pour le recrutement. La sociologie distingue les facteurs qui poussent vers l'action (*push*) et ceux qui tirent vers l'action (*pull*). Sur les « push factors » l'organisation a peu de marge de manœuvre, en revanche pour les « pull factors », là son action est décisive. SPM semble efficace pour attirer à elles des militant-e-s mais peut-être peut-elle faire encore davantage ?

Enfin, les **réseaux informels** constituent un canal de socialisation et de recrutement relativement peu important pour SPM. Pourtant ces canaux sont généralement un vecteur clé de socialisation et de recrutement. Or, pour SPM ce canal est faible. Ce constat peut peut-être stimuler SPM à développer des stratégies de socialisation et de recrutement par le biais de ces réseaux. Par exemple, ses militant-e-s peuvent devenir d'importants vecteurs de socialisation de leurs proches et de recrutement pour l'organisation. De surcroît, concernant le recrutement, ce canal tend (et c'est aussi le cas pour SPM) à encourager les nouvelles recrues vers un engagement plus intense que le recrutement par d'autres canaux. Si SPM souhaite élargir le noyau des activistes, c'est-à-dire des militant-e-s concrètement engagés dans la marche de l'organisation ou ses campagnes d'action, ce canal de recrutement deviendra essentiel à stimuler.

Pour quelles raisons les militant-e-s s'engagent-ils ?

S'engager comporte des coûts, que ce soit pour des activistes qui mobilisent de leur temps pour participer activement aux campagnes et à la vie de l'organisation mais aussi pour les sympathisant-e-s qui soutiennent financièrement SPM. Alors *pourquoi des individus rejoignent l'action protestataire puisqu'elle implique des coûts ?* De nombreux auteurs ont mis en avant que seuls des bénéfices individuels perçus par les militant-e-s pouvaient contrecarrer les coûts engendrés par la mobilisation et les inciter à rejoindre l'action collective (Olson 1965). Tirer des bénéfices personnels était la seule manière de compenser les coûts de l'engagement permettant ainsi aux personnes, proches d'un enjeu contestataire, de convertir leurs préoccupations politiques en action.

Cette explication classique pour rendre compte de l'engagement politique a été vivement critiquée pour des raisons théoriques mais aussi au regard des analyses empiriques. De nombreux travaux ont mis en exergue que le gain d'avantages personnels et matériels n'était pas à même d'expliquer le passage à l'action. *Peu de personnes s'engagent pour recevoir des biens personnels* : que ce soit des compétences qu'ils pourront valoriser dans leur monde professionnel, le fait de pouvoir nouer de nouvelles amitiés, ou renforcer leur estime de soi, etc. Elles s'engagent parce qu'elles défendent un but politique qu'elles souhaiteraient voir réaliser, parce qu'elles se préoccupent de la société dans laquelle elles vivent, ou encore parce que l'engagement permet de mettre en acte leur vision du monde.

Face à ces résultats qui semblent remettre en cause la logique individualiste et économiste, des auteurs ont proposé une explication diamétralement opposée en mettant en évidence l'importance du monde mental des acteurs. Les représentations subjectives des individus, ou autrement dit leur perception et compréhension du monde, seraient la clé explicative de l'action des individus. Les tenants de la sociologie et de la psychologie cognitive mettent en avant que les cognitions (ou représentations mentales) des acteurs définissent leurs possibilités d'action. Pour pouvoir agir, il faut d'abord avoir une représentation mentale. *Sans représentation mentale, l'action n'est pas possible.*

Monroe (1996), dans son étude sur les Justes, a montré que les personnes qui ont porté secours aux Juifs pendant la Seconde guerre mondiale l'ont fait essentiellement parce qu'ils avaient une certaine vision de l'humanité. Ils considéraient que la personne qui frappait à leur porte pour demander de l'aide était comme eux ; un être humain qui partageait la même humanité que la leur. Selon Monroe, cette explication semble être la seule qui explique pourquoi certaines personnes ont pris des risques pour sauver des Juifs face à la destruction nazie alors que d'autres personnes, confrontées à la même situation de demande d'aide, ne sont pas intervenues. Cette dimension cognitive spécifique, autrement dit cette représentation mentale d'une humanité partagée par toute personne quelles que soient ses origines ou sa religion, a permis aux Justes d'agir.

Monroe va encore plus loin, en s'appuyant sur les travaux des cognitivistes, en mettant en exergue que pour les Justes, leur action était *une évidence* ; ils ne pouvaient pas faire autrement que d'accueillir ces personnes menacées. Or dans le contexte de cette période, cette action était loin d'être évidente. Ces personnes prenaient des risques majeurs pour

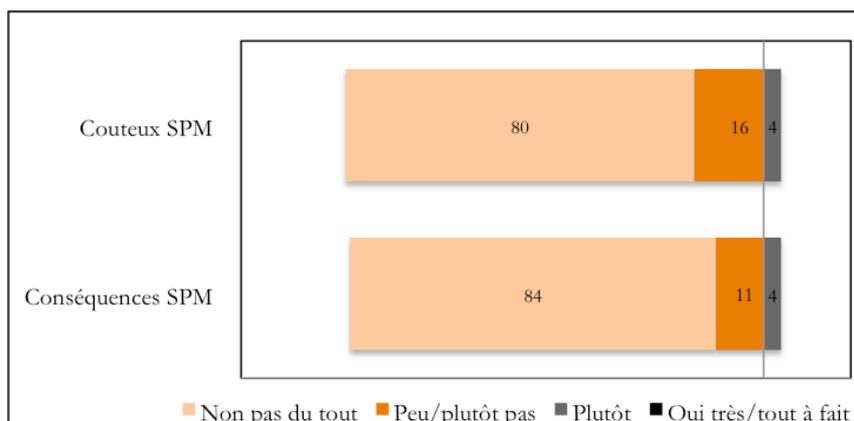
eux et leur famille. Monroe explique ce sentiment d'évidence par le fait que leur action était en *forte résonance avec leur monde mental*, avec cette représentation que tout humain est identique et appartient à la même humanité. Ainsi, le cadrage interprétatif de leur réalité les a non seulement guidé dans leur action mais a aussi rendu cette action comme évidente, allant de soi.

Qu'en est-il des personnes engagées pour la défense des droits des minorités et des peuples autochtones? Qu'est-ce qui motive les militant-e-s de SPM? Est-ce des *incitations matérielles* ou des *représentations mentales spécifiques* qui motivent leur engagement pour les droits des minorités et les peuples autochtones?

Un engagement faiblement coûteux et peu d'incitations matérielles

Nous avons demandé aux militant-e-s quelle était la perception des coûts liés à leur engagement à SPM (Figure 3.1). La quasi totalité des militant-e-s estime que leur engagement ne comporte aucun coût, ni en terme de temps et d'investissement personnel ni en terme de conséquences négatives sur leur vie privée ou sociale. Ce résultat se voit confirmé par rapport à l'évaluation des coûts des sympathisant-e-s des autres organisations qui participaient à cette enquête. En revanche, les coûts de l'engagement ne sont pas les mêmes pour les personnes qui soutiennent financièrement une organisation et celles qui sont véritablement dans un processus d'engagement en participant aux campagnes et au développement de l'organisation. Si SPM envisage donc de mettre en place une structure d'activistes, il faut probablement prendre en compte que les coûts sont plus élevés pour cette catégorie de militant-e-s.

Figure 3.1: Les coûts de l'engagement



NOTE: Coût : S'engager dans une association/groupe représente souvent un investissement assez lourd en termes de temps et de disponibilité. Comment évaluez-vous votre investissement pour défendre les droits des minorités et des peuples autochtones? SPM n=365. Conséquences négatives : S'engager pour une cause peut avoir des conséquences négatives sur un plan personnel et/ou pour la vie sociale. Estimez-vous que votre engagement pour défendre les droits des minorités et des peuples autochtones a (ou a eu) des conséquences négatives pour votre vie personnelle ou sociale? SPM n=377.

Les tenants de la théorie économiste n'ont pas raison en énonçant les coûts personnels qu'implique un engagement politique. Les militant-e-s de SPM ne perçoivent pas leur action comme coûteuse. Et la majorité des activistes des autres organisations qui sont dans un processus d'engagement qui nécessite une mobilisation concrète et active, n'estime pas que cette action engendre des coûts spécifiques. Nous sommes donc loin de l'idée véhiculée par la théorie économiste que toute personne engagée rencontre des coûts dus à sa mobilisation. L'engagement peut certainement engendrer des coûts, mais ils ne sont *pas perçus comme tels par la majorité des militant-e-s*.

Mais alors, les militant-e-s sont-ils motivés à s'engager à cause d'incitations personnelles et matérielles ? Oui, mais très faiblement. Seul environ 10% des militant-e-s se sont engagés pour acquérir des compétences, élargir leur cercle amical ou renforcer leur estime de soi.

Tableau 3.1: Les incitations pour s'engager

	SPM
	%
Matérielles (seulement)	1
<i>Acquérir des compétences</i>	14
<i>Élargir son cercle amical</i>	9
<i>Renforcer son estime de soi</i>	6
Non-matérielles (seulement)	80
<i>Mettre ses idéaux en action</i>	94
<i>Vie meilleure pour les futures générations</i>	71
<i>Appartenir à une communauté d'idéaux</i>	34
Matérielles et non-matérielle	19
<i>Autres</i>	0
Total	100%

NOTE: Avant de s'engager, différentes incitations sur le plan personnel peuvent nous pousser à nous engager. Dans quelle mesure, les incitations ci-dessous vous ont-elles incités à vous engager pour défendre les droits des minorités et des peuples autochtones? SPM n=376.

En revanche, *les incitations non-matérielles*, comme mettre ses idéaux en action, améliorer le sort des générations futures ou encore évoluer dans une communauté de pensée, *sont des incitations omniprésentes* pour les militant-e-s de SPM. De plus, lorsque l'on analyse conjointement l'ensemble des incitations qui ont poussé les militant-e-s à s'engager, les incitations matérielles à elles seules n'expliquent pas l'engagement des militant-e-s. Aucun militant n'a rejoint l'action pour la défense des droits des minorités ou des peuples autochtones pour bénéficier uniquement de biens matériels. Ce sont surtout des incitations non-matérielles, ou un mixte d'incitations matérielles et non-matérielles qui ont incité les militant-e-s à agir.

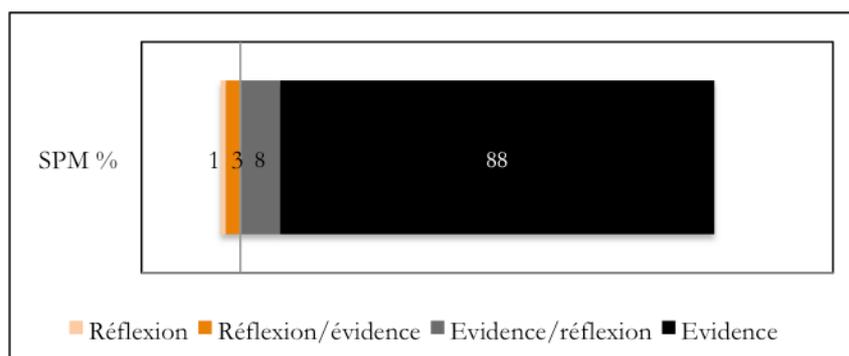
Les thèses de la théorie économiste ne tiennent donc pas l'épreuve des faits. L'ensemble des militant-e-s sont motivés à s'engager pour des raisons immatérielles qui relèvent davantage du monde des idées : de leur vision du monde qu'ils souhaitent mettre en acte. Cette première analyse tendrait à privilégier la thèse des cognitivistes qui mettent en avant

que ce sont des représentations mentales qui permettent aux individus d’agir, et non un simple calcul utilitariste qui les amène à s’engager.

S’engager une évidence pour les militant-e-s

En opposition aux thèses économistes, Monroe a montré qu’un certain type d’action est en résonance profonde avec les représentations mentales des personnes. De par cette résonance, l’action devient une évidence, elle est perçue comme allant de soi. Nous avons demandé aux militant-e-s de SPM si leur engagement relevait d’un acte qui va de soi – comme étant à leurs yeux une évidence – ou au contraire d’un processus mûrement réfléchi. En combinant les réponses sur quatre motivations que les répondant-e-s à l’enquête pouvaient choisir comme motivation centrale pour expliquer leur engagement, nous voyons clairement que leur acte est pour eux une évidence, un acte qui va de soi (Figure 3.2).

Figure 3.2: S’engager à SPM : Une évidence



NOTE: Voici des motivations qui peuvent caractériser votre engagement pour défendre les droits des minorités et des peuples autochtones. Là aussi, peut-être que l’ensemble des motivations ci-dessous caractérise votre engagement. Toutefois, pouvez-vous nous dire laquelle constitue la motivation centrale de votre engagement pour la défense des droits des minorités et des peuples autochtones et quelle est la motivation qui viendrait en deuxième position ? Réponses recodées comme évidence: 1) Mon engagement va de soi, il est évident, 2) Mon engagement répond à mon idéal de justice. Réponses recodées comme réflexion: 1) J’ai mûrement réfléchi avant de m’engager, 2) Mes proches m’ont convaincu de m’engager. SPM n= 371.

Ce résultat nous suggère que le monde mental des acteurs joue un rôle important. Il se voit confirmé lorsque nous demandons aux militant-e-s de nous dire librement (par le biais d’une question ouverte) quelles sont les motivations les plus importantes qui ont présidé à leur engagement. Une grande majorité des militant-e-s mentionnent des motivations liées à des représentations mentales, que ce soit leurs représentations liées à l’enjeu (« il est important que chaque être humain ait droit à ses idées, sa culture et sa religion. ») ou « ça me rend furieux qu’il existe de telles injustices »), à la politique (« empêcher les groupes au pouvoir de monopoliser tous les droits ») ou « soutenir ces associations pour améliorer le sort des minorités ») ou encore la société (« il est important d’aider les plus démunis ») (Tableau 3.2). Autrement dit, ce sont essentiellement leur monde mental, leurs représentations qu’ils se font du monde qui les entoure et dans lequel ils vivent, qui leur permet de s’engager. Pour certains

militant-e-s ces représentations mentales ne sont même pas mentionnées concrètement mais énoncées par : « *mon engagement va de soi* », « *l'aide devrait être quelque chose d'évident* ». Leur acte constitue une simple évidence.

En revanche, les incitations d'ordre personnel et matériel ne sont quasiment jamais énoncées comme étant une motivation menant à l'engagement. Les représentations mentales jouent donc bien un rôle essentiel dans le fait d'être engagé dans l'action protestataire. Mais quelles sont concrètement ces représentations mentales ?

Tableau 3.2: Les motivations de leur engagement (question ouverte)

	SPM
	%
Carte cognitive	92
<i>Rapport à l'enjeu</i>	32
<i>Rapport à la politique</i>	23
<i>Rapport à la société</i>	
Rapport à l'autre	19
Rapport au bien commun	4
<i>Evidence</i>	14
Autre	9
<i>Vie de la personne</i>	8
<i>Incitations matérielles</i>	1
Total	100

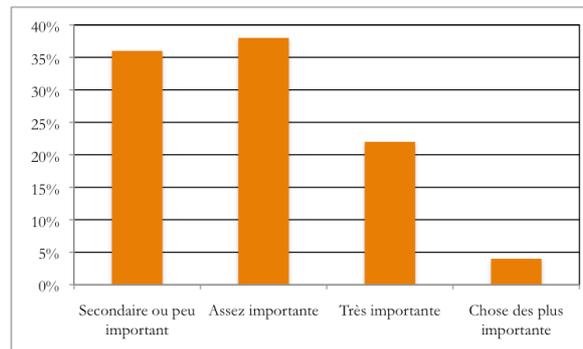
NOTE: Question ouverte : Pouvez-vous nous donner maintenant vos motivations qui pour vous sont les plus importantes ? SPM n=774.

Les droits des minorités et des peuples autochtones, un enjeu peu problématisé et périphérique ?

La littérature sur la protestation politique a mis en évidence la nécessité de construire un *cadre d'injustice* pour s'engager, autrement dit de problématiser un enjeu social comme étant inacceptable ou injuste (Gamson 1992). Sans la construction d'un cadre d'injustice, les individus n'ont aucune raison de s'investir politiquement. Plus exactement, ils n'ont aucune ressource cognitive sur laquelle bâtir leur action. Sans la représentation d'une situation injuste ou problématique il n'est guère envisageable de lutter individuellement ou collectivement pour améliorer cette situation. Les personnes discriminées ne sont pas toutes conscientes des pratiques d'exclusion dont elles sont victimes. Elles ne construisent pas toutes un cadre d'injustice qui leur permet d'identifier les auteurs de ces discriminations et d'estimer ces situations comme inacceptables. Par exemple dans les années 60, les églises baptistes et le mouvement des droits civiques aux Etats-Unis ont fortement contribué à l'élaboration d'un cadre d'injustice chez une partie de la population afro-américaine. Cette construction mentale leur a permis de venir grossir les rangs des contestataires. Des auteurs ont qualifié ce processus de libération cognitive, qui a permis aux Noirs-américains de s'engager politiquement contre les discriminations raciales dont ils étaient victimes (McAdam 1982).

Contrairement à la théorie et aux résultats que nous avons trouvés dans les autres organisations de notre enquête, les militant-e-s de SPM ont peu problématisé l'enjeu de leur contestation, à savoir la question des droits des minorités et des populations autochtones. Seul un quart des répondant-e-s estiment que cet enjeu est central dans leur vie (Figure 3.3). Par contre, pour la grande majorité des militant-e-s, l'enjeu des droits des minorités et des peuples autochtones constitue *un enjeu peu ou assez important dans leur vie*. Plus d'un tiers dit même que cet enjeu est de nature secondaire ou peu importante dans leur vie.

Figure 3.3: La centralité des droits des minorités et des peuples autochtones dans la vie des militant-e-s



NOTE: *Quelle place a dans votre vie la défense des droits des minorités et des peuples autochtones ? SPM n=391.*

Très peu des militant-e-s ont donc construit un cadre d'injustice relatif aux problèmes des minorités et des peuples autochtones. Nous pouvons interpréter ce résultat de deux manières. Premièrement, nous pouvons penser que c'est cette dimension spécifique qui distingue les militant-e-s de SPM des autres organisations postindustrielles où les militant-e-s ont clairement construit un cadre d'injustice. Deuxièmement, comme nous l'avons vu, l'engagement à SPM est un engagement parmi d'autres pour les militant-e-s et, de surcroît, cet engagement est peu central. Cette situation peut potentiellement être dangereuse pour SPM parce que le premier engagement qu'un militant-e va abandonner, s'il décide de se désengager, va être l'engagement le moins central. Il semble donc primordial de travailler sur l'importance de cet enjeu et de le communiquer aux militant-e-s.

Si les militant-e-s de SPM ont construit un système d'injustice de moindre importance que les autres militants que nous avons étudié dans cette recherche, ont-ils néanmoins une problématisation de la question des minorités qui les distingue du reste de la population suisse ? Nous n'avons pas de mesure comparable avec la population suisse relative à la centralité de la défense des droits des minorités et des populations autochtones dans la vie des citoyen-ne-s. En revanche, nous pouvons nous appuyer sur un indicateur qui mesure les attitudes des militant-e-s et de la population suisse quant à leur ouverture à l'égard des minorités établies en Suisse, à savoir les migrant-e-s (Figure 1.3, cf. supra). Si les Suisse-sse-s sont relativement ouverts à l'égard des migrant-e-s (moyenne=6.1), les militant-e-s de SPM le sont bien davantage (moyenne=7.9). *Les militant-e-s ont donc bien une représentation cognitive des préoccupations envers les minorités qui les distingue du reste de la population.*

Une faible légitimation des autorités politiques

Agir de façon protestataire, c'est agir en dehors des canaux conventionnels de l'action politique. Les autorités politiques en place, qui devraient améliorer la situation que l'on juge inacceptable ou injuste, sont perçues comme étant peu à même de résoudre le problème, comme celui de la protection des droits des minorités et des peuples autochtones. Les personnes estiment que *les autorités* se préoccupent de ce problème de façon insuffisante, voire constituent un adversaire politique en s'opposant à résoudre le problème jugé comme injuste. Plusieurs auteurs ont mis en exergue qu'un profond sentiment de délégitimation des autorités politiques constituait une caractéristique spécifique des militant-e-s (Piven et Cloward 1979). Percevoir les autorités comme inaptes ou insuffisamment actives pour résoudre une situation jugée injuste a été un des moteurs de l'action des mouvements des pauvres aux Etats-Unis (*Poor peoples' movements*), comme le mouvement ouvrier ou le mouvement des droits civiques (Piven et Cloward 1979, McAdam 1982). Les autorités sont délégitimées dans leur rôle politique car jugées incapables d'améliorer la situation ou, plus encore, sont évaluées comme un acteur qui péjore gravement la situation.

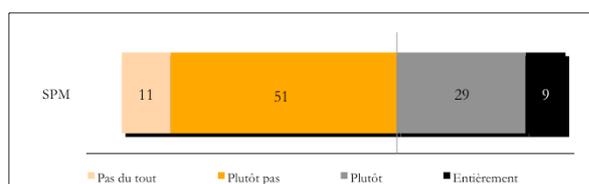
La délégitimation politique des autorités est un pas important pour l'entrée dans l'action protestataire, mais il ne suffit pas. Les personnes qui considèrent qu'un problème politique est important, qui ont donc construit un cadre d'injustice, doivent encore percevoir les organisations de citoyens – les *organisations protestataires* qui défient les autorités par leurs revendications politiques – comme étant des acteurs légitimes et aptes à porter cette contestation politique. Se représenter le monde politique avec des acteurs étatiques entièrement ou partiellement inaptes à améliorer la situation, et parallèlement percevoir des acteurs de la société civile comme des acteurs légitimes de l'action politique semble essentiel pour pouvoir rejoindre une action protestataire. De telles représentations mentales favoriseraient ainsi l'action contestataire.

Qu'en est-il des militant-e-s de SPM ? Délégitiment-ils les autorités politiques comme l'ont fait les militant-e-s mobilisés dans le mouvement ouvrier ou celui des droits civiques ? Et, parallèlement, légitiment-ils les organisations de la société civile ou des mouvements sociaux en les considérant comme des acteurs aptes, voire essentiels, pour surmonter les problèmes des minorités et des peuples autochtones ?

Sur les questions liées à la protection des droits des minorités et des peuples autochtones, *les militant-e-s délégitiment clairement les autorités politiques* (Figure 3.4). Elles sont, à leurs yeux, peu à même d'améliorer la situation des minorités et des peuples autochtones. En revanche, ils ont une toute autre perception des acteurs de la société civile, ou des mouvements sociaux. L'ensemble des *militant-e-s légitime l'action des ces groupes* dans leur volonté d'agir et de promouvoir un changement en matière de politique des minorités et des peuples autochtones. Ainsi, sur l'enjeu de leur mobilisation, et pour lequel ils ont construit un cadre d'injustice, nous sommes bien face à des personnes qui ont une représentation mentale spécifique. D'un côté, ils délégitiment l'action des autorités en place et, de l'autre, ils portent un crédit élevé à l'action des acteurs de la société civile.

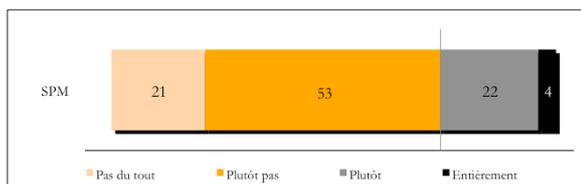
Figure 3.4: La perception des autorités politiques et des organisations de la société civile en matière des droits des minorités et des peuples autochtones

Légitimation des autorités nationales⁶



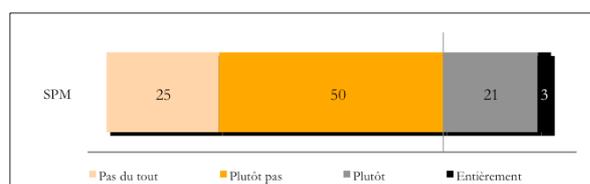
NOTE: SPM n=354.

Légitimation des autorités cantonales



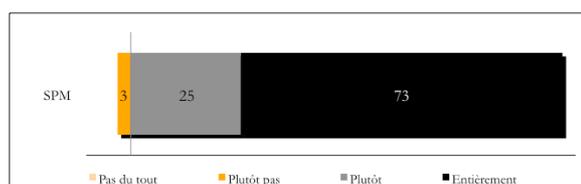
NOTE: SPM n=344.

Légitimation des autorités communales



NOTE: SPM n=349.

Légitimation des organisations de la société civile



NOTE: SPM n=382.

Cette représentation mentale se distingue-t-elle du reste de la population suisse ? Les militant-e-s sont-ils des citoyen-ne-s qui ont des représentations du monde politique qui leur sont propres ou sont-ce des représentations partagées par l'ensemble des citoyen-ne-s ? Pour comparer avec le reste de la population suisse, nous avons un indicateur de confiance à l'égard des autorités politiques et des organisations de la société civile pour tout enjeu politique confondu (Figure 3.5). Pour les militant-e-s, le même constat peut être fait que précédemment. Ils tendent à discréditer les autorités politiques et à légitimer les acteurs des mouvements sociaux⁷. Leur représentation particulière du politique est donc valable autant sur l'enjeu qui les mobilise que pour tout enjeu politique confondu. Et cette *représentation du monde politique – en particulier leur perception pour les organisations de la société civile – leur est spécifique*. Les militant-e-s tendent à délégitimer plus fortement les autorités politiques que la population suisse. De même, et bien que les Suisse-sse-s portent un crédit favorable aux organisations de mouvements sociaux, celui-ci est nettement plus élevé pour les militant-e-s de SPM.

Les militant-e-s ont donc bien des ressources cognitives particulières. Leur représentation du monde politique leur est spécifique en délégitimant les acteurs étatiques plus fortement que le reste de la population et en légitimant, là aussi plus fortement que le reste de la

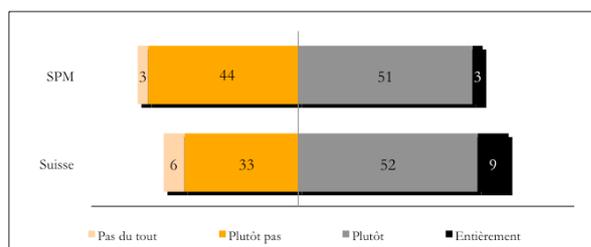
⁶ La question était la suivante : Voici une liste d'autorités politiques, d'associations et de groupes de citoyen-ne-s qui se préoccupent (ou devraient se préoccuper) de la défense des droits des minorités et des peuples préoccupent. Pouvez-vous indiquer dans quelle mesure ces autorités, associations et groupes de citoyen-ne-s ont, selon vous, la volonté d'améliorer la situation des minorités et des peuples autochtones?

⁷ Excepté les autorités nationales et le Conseil fédéral : .05, les indicateurs des figures 3.4 et 3.5 sont fortement corrélés (Gamma). Autorités nationales et parlement : .28**, organisations de la société civile et organisations écologistes : .49***, et organisations de la société civile et organisations humanitaires : .58***. * $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$.

population, les acteurs protestataires qui entrent dans le champ politique pour défier les autorités en place.

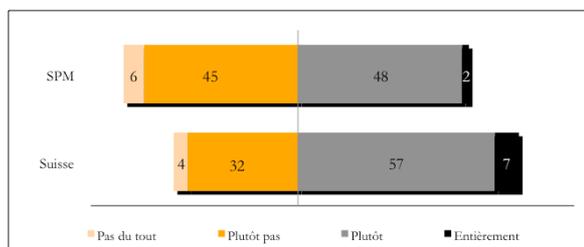
Figure 3.5 : La perception des autorités et des organisations de la société civile en général

Légitimation du Conseil fédéral⁸



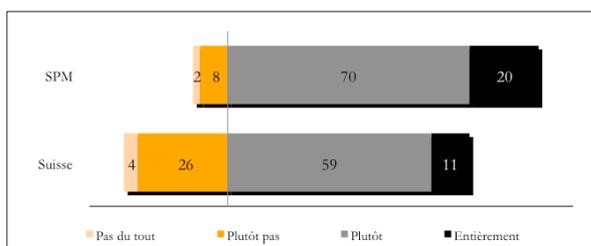
NOTE : SPM n=365, Suisse (EVS 2008) n=1264.

Légitimation du parlement



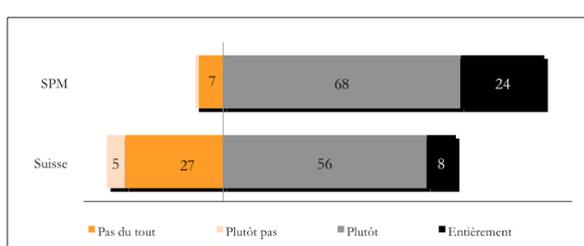
NOTE : SPM n=366, Suisse (EVS 2008) n=1221.

Légitimation des organisations écologistes



NOTE : SPM n= 382, Suisse (EVS 2008) n=1206.

Légitimation des organisations humanitaires



NOTE : SPM n=369, Suisse (EVS 2008) n=1241.

Des militant-e-s concernés par le bien commun

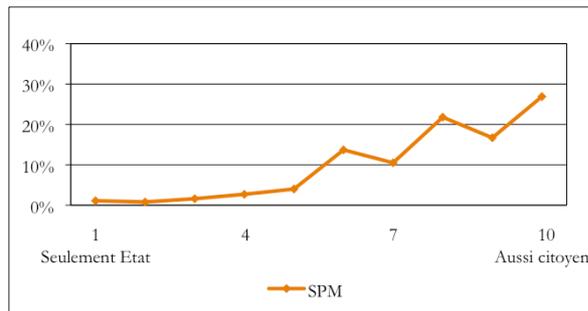
S'engager pour la défense des droits des minorités et des peuples autochtones peut être compris comme une mobilisation pour protéger, conserver ou élargir l'accès au bien commun et les droits partagés par tous. La question sous-jacente que nous nous posons ici est de savoir si les personnes qui s'engagent dans l'action protestataire ont un *souci particulier à l'égard du bien commun*. Ont-elles des représentations mentales spécifiques à l'égard de la société et du vivre ensemble qui les motiveraient à prendre part à l'action collective ?

⁸ La question était la suivante : Pouvez-vous nous dire quelle confiance vous accordez aux institutions et associations/groupes suivantes ?

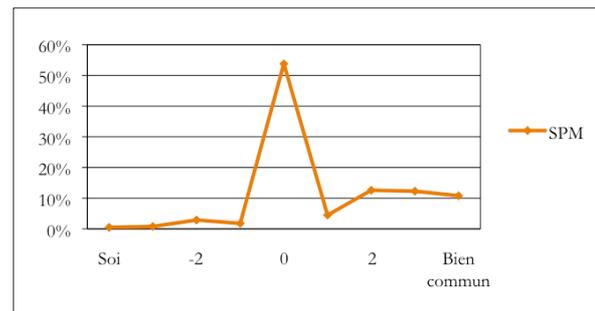
Figure 3.6: Des militant-e-s concernés par le bien commun

La responsabilité des citoyens de s'occuper du bien commun

L'importance de s'occuper du bien commun



NOTE: Est-ce que c'est aussi la tâche du citoyen de se préoccuper des biens communs ou est-ce que ce n'est pas la tâche du citoyen? SPM n= 371 (m=8.1, et=4.8), * $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$.



NOTE: Est-ce qu'il faut se préoccuper des biens communs ou est-ce qu'il faut d'abord se préoccuper de soi? SPM n= 381 (moyenne=1, écart type=1.6), * $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$.

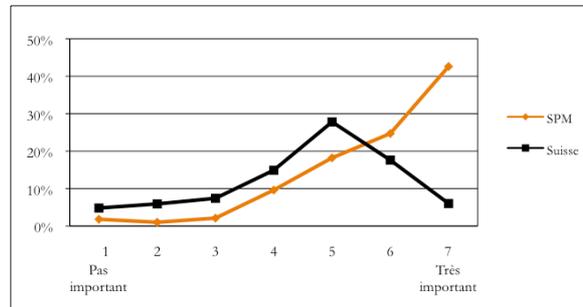
Les militant-e-s de SPM estiment clairement que ce n'est pas la tâche unique de l'Etat de promouvoir le bien commun (Figure 3.6). Le citoyen-ne doit lui aussi se préoccuper du bien commun. C'est de sa responsabilité de s'investir pour défendre, promouvoir ou élargir l'accès au bien commun. Les militant-e-s ont des positions très fermes à cet égard. Ils mettent clairement en avant la *responsabilité civique* des individus pour défendre le bien commun. Les citoyen-ne-s doivent également contribuer à maintenir et développer le bien commun.

De surcroît, les militant-e-s ont une représentation mentale assez claire de ce que veut dire vivre en société. *Vivre en société nécessite de se préoccuper du bien commun* (Figure 3.6). L'individu ne peut pas uniquement se préoccuper de lui et de ses propres intérêts. Vivre ensemble implique de se soucier des biens collectifs que partage l'ensemble des membres de la société plutôt que de se préoccuper de soi. Cependant, et comme l'indique le pic au milieu du graphe, ils n'ont pas une conception sacrificielle de la vie en société où seule la défense du bien commun compte. La très large majorité des militant-e-s n'oppose pas la défense de soi et de ses intérêts à la défense du bien commun. Les deux sont importants et ne peuvent s'opposer. Ce résultat met une fois encore en de mauvaises postures les thèses économistes de l'engagement, qui partent du présupposé ontologique que les individus sont uniquement motivés par la satisfaction de leurs intérêts personnels. Ici, nous voyons que les militant-e-s sont préoccupés par le bien commun et qu'ils n'opposent pas la défense de leurs intérêts et ceux de l'ensemble de la société. Dans leur représentation mentale, les deux sont essentiels pour vivre en société.

Les militant-e-s ont une certaine représentation mentale de la société dans laquelle ils vivent. Mais leur est-elle spécifique? Sont-ils plus soucieux de la protection du bien commun que le reste de la population? Un indicateur comparatif avec l'ensemble de la population suisse montre que *les militant-e-s sont davantage préoccupés par le bien commun* et qu'ils le défendent même si cela implique des coûts au niveau individuel (Figure 3.7). En effet, et de façon plus importante que le reste de la population, les militant-e-s pensent que le citoyen-ne doit choisir des produits de consommation sur des critères éthiques, politiques ou environnementaux même si ces choix impliquent des coûts supplémentaires.

Des choix de consommation qui ne nuisent pas au bien commun sont davantage privilégiés par les militant-e-s que par la population suisse.

Figure 3.7 : L'importance d'acheter les produits d'une manière responsable



NOTE: Il y a différentes opinions sur ce qu'il faudrait faire pour être un bon citoyen-ne. En ce qui vous concerne, quelle est l'importance de choisir les produits que vous achetez pour des raisons politiques, éthiques, environnementales même s'ils coûtent un peu plus chers? Suisse (ISSP 2004) n=1055 (moyenne=4.9, écart type=1.6), SPM n=385 (m=5.9, ét=1.3), * $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$.

De surcroît, les militant-e-s de SPM se sentent *concernés par le destin des autres* (Tableau 3.3). S'ils sont tout autant concernés que les Suisse-sse-s par les conditions de vie de leurs proches, ils le sont en revanche davantage pour les autres, et en particulier les personnes appartenant à des cercles sociaux plus distant (*autres distants*), que ne l'est l'ensemble de la population. Ils se sentent préoccupés par les conditions de vie des personnes qui vivent à la fois au sein de notre espace national mais aussi, ce qui est nettement moins le cas des Suisse-sse-s, des personnes vivant au-delà de nos frontières. Les militant-e-s ont donc un souci plus prononcé du bien commun que le reste de la population. De surcroît, ce souci ne se délimite pas aux seuls membres de leur communauté nationale mais va bien au-delà.

Tableau 3.3 : Des militant-e-s concernés par les groupes distants

	CH	SPM
	Concerné %	Concerné %
Autre proche de soi		
Famille	96	94
Voisins	57	56
Région	46	48
Compatriotes	53	51
Autre distant		
Europe	36	45
Autre région du monde	-	58
Humanité	55	67

NOTE: Dans quelle mesure vous sentez-vous concerné par les conditions de vie des groupes suivants? CH (EVS 2008) : n=1253-1262, SPM: n=373-383 * $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$.

Des militant-e-s reliés aux autres

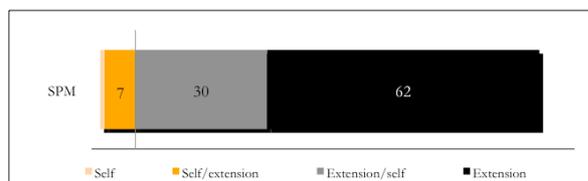
Se préoccuper du bien commun implique de se sentir lié aux autres, aux personnes qui partagent le même espace social que soi. Autrement dit, cette préoccupation implique de se sentir en interconnexion avec les autres. Monroe, dans son étude sur les Justes a montré que ces personnes avaient un rapport à l'autre extensif, c'est-à-dire une perception qui comprend le monde comme étant une humanité partagée par tous. Les Justes avaient non seulement une représentation mentale spécifique à l'égard d'autrui mais aussi un fort sentiment d'interconnexion avec les autres (Oliner & Oliner 1988). Nous pouvons nous demander si les militant-e-s de SPM ont eux aussi un *rapport spécifique à autrui*. L'engagement pour la défense des droits des minorités et des peuples autochtones est-il un engagement pour la cause d'une minorité particulière ?

Lorsque nous avons demandé aux militant-e-s de nous donner librement les motivations pour lesquelles ils se sont engagés pour la défense des droits des migrant-e-s, un militant-e sur cinq a mentionné des préoccupations qui touchaient *l'ensemble de l'humanité* ou des personnes en plus grande précarité qu'eux-mêmes (Tableau 3.2, supra). Nombre de militant-e-s ont expliqué leur engagement par les motifs suivants : « *il est normal d'aider les autres à améliorer leur situation* » ou « *on vit dans le même monde, il est normal d'agir pour tous les êtres humains* », etc. La préoccupation à l'égard des autres mobilise donc une partie des militant-e-s de SPM.

Nous avons demandé aux militant-e-s de SPM si leur engagement était motivé par des préoccupations liées aux autres. En combinant les réponses sur quatre motivations que les répondants à l'enquête pouvaient choisir comme motivation centrale pour expliquer leur engagement pour la défense des droits des minorités et des peuples autochtones, nous voyons clairement que leur action est avant tout dirigée sur les autres et non sur eux-mêmes (Figure 3.8). Pour la majorité des militant-e-s leur acte d'engagement est perçu comme *une action pour les autres*. De même, les militant-e-s perçoivent leur engagement comme un acte altruiste, tourné vers les autres et non vers eux-mêmes (Figure 3.8).

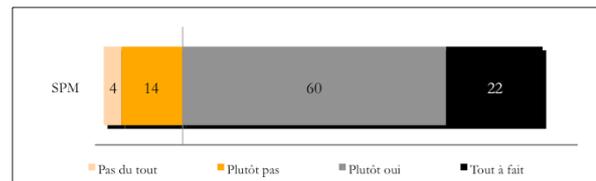
Figure 3.8: Un engagement tourné vers les autres

Les motivations des militant-e-s : pour les autres



NOTE: Pouvez-vous nous dire laquelle constitue la motivation centrale de votre engagement pour la défense des droits des minorités et quelle est la motivation qui viendrait en deuxième position ? SPM n= 348.

La perception de l'engagement comme un acte, un engagement altruiste



NOTE: On pourrait qualifier votre engagement pour défendre les minorités comme engagement altruiste ou pro-social. Est-ce que vous êtes d'accord avec cette opinion ? SPM n= 337.

Les militant-e-s sont donc amplement motivés par une action protestataire qui est dévolue en premier lieu aux autres. Dans leurs représentations mentales, l'autre tient une place qui semble importante. Mais est-ce là une de leur particularité? En d'autres termes, est-ce une représentation du monde qui leur est spécifique ou est-elle aussi partagée par l'ensemble de la population suisse? Les militant-e-s et les Suisse-sse-s ont un niveau de confiance équivalent envers ceux qui leur sont proches, que ce soit les membres de leur famille, leurs voisins ou encore le cercle de leurs connaissances (Tableau 3.4). En revanche, les militant-e-s se distinguent du reste de la population concernant *l'autre distant*. Si la plupart des Suisse-sse-s semblent avoir confiance en des personnes qui ont une autre religion ou nationalité qu'eux-mêmes, ce niveau de confiance est plus élevé chez les militant-e-s.

Tableau 3.4: La confiance des militant-e-s dans l'autre distant

	CH	SPM
	Confiance %	Confiance %
L'autre proche de soi		
Famille	99	98
Voisins	87	83
Connaissances	97	97
Rencontré la première fois	52	62
L'autre distant		
Autre religion	71	84
Autre nationalité	74	86

NOTE: Pouvez-vous nous dire dans quelle mesure faites-vous confiance aux groupes suivants? Suisse (WVS 2007): n=1164-1236, SPM n=318-380.

La confiance dans l'autre distant se voit encore confirmée par un indicateur qui tente de mesurer si les personnes posent des *frontières entre eux et les autres*, et notamment les autres qui sont socialement, religieusement ou ethniquement différents d'eux-mêmes. Les militant-e-s se distinguent assez clairement de la population suisse (Tableau 3.5). Les militant-e-s posent des frontières moins importantes entre eux et les autres venant d'autre univers sociaux, religieux ou encore ethniques que ceux auxquels ils appartiennent.

Les militant-e-s ont donc bien là *une représentation qui leur est spécifique*. Ils nouent, dans leurs représentations mentales, un rapport à l'autre, et principalement à l'autre distant, qui les distingue du reste de la population. Ils ne sont donc pas des citoyen-ne-s totalement comme les autres. Leur monde mental leur est spécifique.

Tableau 3.5: Des militant-e-s qui posent moins de frontières entre eux et l'autre distant

	CH	SPM
	%	%
L'autre distant	34	12
<i>Gitans</i>	22	7
<i>Musulmans</i>	11	4
<i>Juifs</i>	5	3
<i>Homosexuels</i>	7	2
<i>Migrants</i>	4	0
<i>Chrétiens</i>	1	1

NOTE: Pouvez-vous indiquer les catégories de personnes que vous n'aimeriez pas avoir comme voisins? CH (EVS 2008) n= 1254, SPM n=382-384.

Des militant-e-s qui croient en l'efficacité de leur organisation

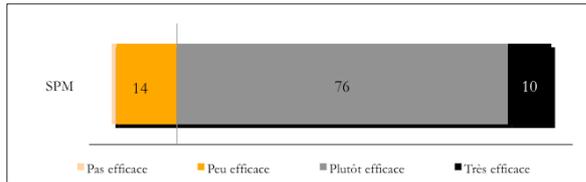
La recherche sur la participation protestataire a mis en évidence que le lien cognitif que l'acteur entretient avec *les possibilités de changer*, d'améliorer ou encore d'éviter une détérioration d'une situation sociale est essentiel pour s'engager et rester engagé (Gamson 1992). L'évaluation subjective de l'efficacité de l'organisation pour mener à bien la protestation politique dont elle est porteuse et la perception que le militant-e a de l'utilité de son engagement sont des éléments clés pour mieux comprendre l'engagement des militant-e-s.

L'ensemble des militant-e-s a une très haute considération de *l'efficacité de l'action conduite par l'organisation* pour apporter des changements en matière de défense des droits des minorités et des peuples autochtones (Figure 3.9). Pour s'engager et soutenir une organisation, il est essentiel d'avoir le sentiment qu'elle est apte à apporter un changement social ou à éviter une détérioration de la situation.

En revanche, les militant-e-s de SPM sont plus ambivalents quant à *la perception qu'ils ont de leur propre engagement*. En effet, seul la moitié des militant-e-s pensent que leur action est utile à SPM. Comment interpréter un tel résultat? Les militant-e-s de SPM sont essentiellement des personnes qui soutiennent financièrement l'action de l'organisation, sans jamais entrer dans un processus actif de mobilisation, comme organiser des campagnes ou s'impliquer directement dans l'organisation. Les militant-e-s qui ne soutiennent que financièrement une organisation n'ont en général pas l'impression que leur action est utile. Nous avons rencontré des situations identiques dans d'autres contextes protestataires. Seuls les militant-e-s véritablement actifs ont le sentiment d'être utiles. Toutefois, si les militant-e-s qui ne soutiennent que financièrement l'organisation estiment, de façon modeste, que leur engagement n'est pas extraordinairement utile pour SPM, ils ont en revanche le sentiment que l'action de SPM l'est. Ainsi, percevoir l'action dans laquelle on est engagé comme une action qui contribue au changement social, ou qui évite une détérioration de la situation sociale ou politique, est une représentation mentale essentielle pour s'engager ou rester mobilisé. Cependant, il serait peut-être judicieux pour SPM de réfléchir aux possibilités de communiquer l'utilité de l'engagement de ces militant-e-s donateurs pour pouvoir les fidéliser, voire les rendre plus actifs.

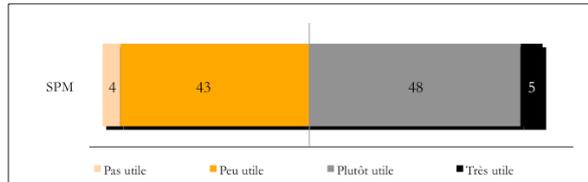
Figure 3.9: La perception des militant-e-s de l'utilité de l'engagement

L'utilité de l'action de SPM



NOTE: Pensez-vous que l'action de SPM est efficace pour renforcer la défense des droits des minorités et des peuples autochtones? SPM n=315.

L'utilité de son propre engagement



NOTE: Comment évaluez-vous l'apport de votre engagement au sein de SPM? SPM n=361.

Synthèse et implications

Pour conclure cette discussion sur les motivations des militant-e-s, nous retiendrons deux points. Premièrement, les **biens personnels et incitations matérielles** ne constituent pas des motivations pour s'engager pour la défense des droits des minorités et des peuples autochtones. Tout d'abord, peu de militant-e-s perçoivent leur engagement comme coûteux. Les incitations de ce type jouent donc un rôle mineur pour contrecarrer les coûts engendrés par la mobilisation. Ensuite, 80% des militant-e-s sont motivés essentiellement par des incitations non-matérielles, c'est-à-dire de type idéal. Pour SPM, ce résultat a une implication. Offrir à des militant-e-s une palette de biens personnels et matériels pour pouvoir rejoindre l'organisation n'a pas de sens puisque les militant-e-s sont avant tout motivés par des idées et des perceptions sur le monde, et non par la satisfaction de biens privés.

Deuxièmement, les **représentations mentales constituent un facteur important pour s'engager pour la défense des droits des minorités et des peuples autochtones**. Notre analyse a mis en évidence que les militant-e-s ont une carte cognitive spécifique qui se distingue de celle de la population suisse. Elle se distingue sur quatre dimensions essentielles. Premièrement, les militant-e-s ont développé un cadre d'injustice relatif à la question des droits des minorités. Cependant, cet enjeu ne tient pas une place très importante dans leur vie. Deuxièmement, ils entretiennent un rapport spécifique au monde politique en ayant tendance à délégitimer les autorités politiques et à légitimer les acteurs de la société civile, notamment les organisations des mouvements sociaux. Troisièmement, les militant-e-s ont une préoccupation importante à l'égard du bien commun. De surcroît, ils ont une conception du bien commun qui va au-delà du cercle des membres de leur société. Ils ont, comme les Justes étudiés par Monroe, la représentation que nous partageons la même humanité avec les membres de notre société mais surtout avec les autres vivant ailleurs dans le monde. Enfin, ils perçoivent l'action de SPM comme étant efficace pour apporter un changement social. Par contre, ils sont ambivalents par rapport à l'utilité de leur propre action en tant que militant-e pour contribuer à ce changement. Ces quatre représentations mentales sont essentielles pour s'engager. Quelles sont les implications de ces résultats pour SPM? Il est certainement impossible pour SPM de façonner de telles représentations mentales auprès d'une population. En revanche, elle peut s'appuyer sur ces représentations pour mobiliser des personnes détentrices de ces cadres cognitifs. En d'autres termes, SPM peut faciliter la

résonance cognitive entre ces personnes et l'action qu'elle conduit en mobilisant de telles représentations dans ses publications et campagnes. Par ailleurs, il serait judicieux de réfléchir à la communication d'un cadre d'injustice qui soit plus important dans la vie des militant-e-s, ainsi que l'utilité de la contribution des militant-e-s pour l'action et le développement de SPM. Sur ces deux points SPM se différencie des autres militant-e-s qui ont participé à l'enquête. Une réflexion autour de ces deux dimensions pourrait être utile pour la fidélisation des militant-e-s actuels.

Quelle évaluation portent les militant-e-s sur SPM?

Après avoir analysé les mondes sociaux, normatifs, relationnels, et cognitifs des militant-e-s, nous allons maintenant nous tourner vers l'évaluation que portent les militant-e-s sur leur organisation. Dans le cadre de cette enquête, SPM avait posé un certain nombre de questions à ses membres. Ce sont ces questions qui sont examinées ici⁹.

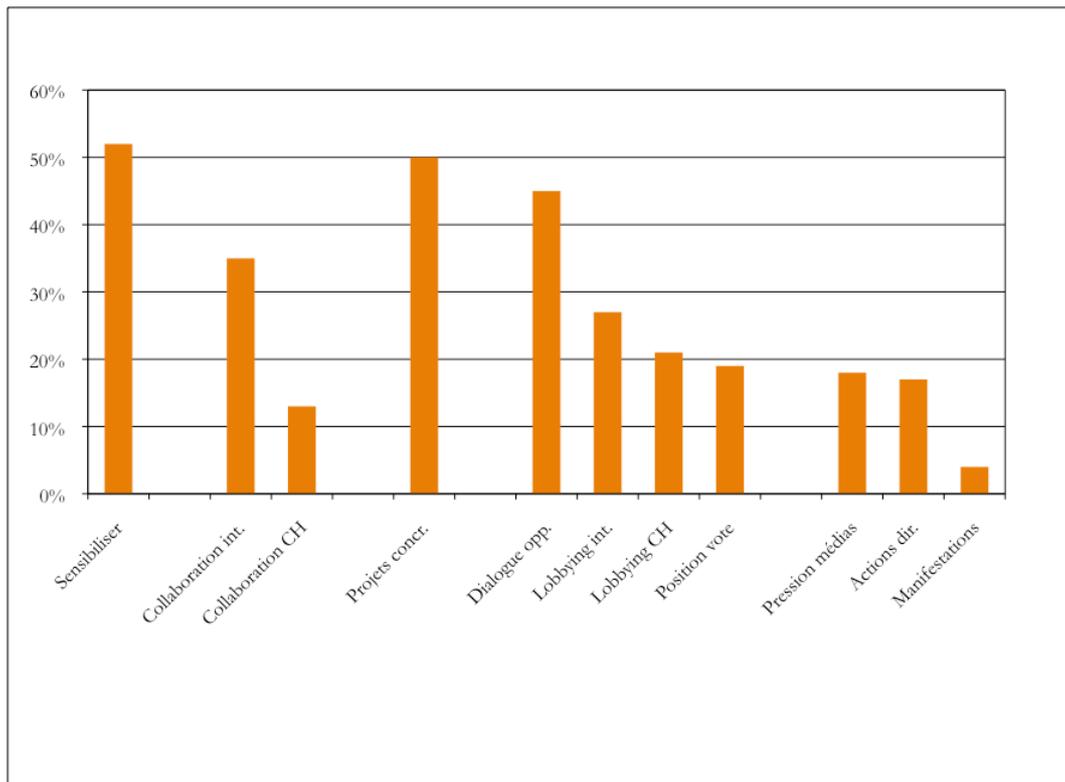
Sensibiliser la population, offrir une aide directe et le dialogue avec les adversaires

Les organisations de mouvements sociaux ont différents *moyens d'action* pour agir sur le plan politique. SPM a un répertoire d'action typique d'une organisation protestataire avec la spécificité que l'organisation et l'exécution des actions sont généralement conduites par les professionnels de l'organisation. En absence d'activistes qui sont généralement plus nombreux et ainsi plus visibles pendant une action protestataire, SPM doit mener des actions protestataires qui ne nécessitent pas beaucoup de personnes tout en étant suffisamment visibles. Que pensent les militant-e-s de ces différents moyens d'action et quels sont ceux qu'ils privilégient pour faire avancer la cause des minorités et des peuples autochtones ? Est-ce que le manque d'activistes se reflète dans l'évaluation que font les militant-e-s de SPM ?

Nous avons présenté aux militant-e-s une liste avec tous les moyens d'action utilisés par SPM. Parmi ces moyens, il leur a été demandé d'en choisir trois, qu'ils jugeaient prioritaires pour l'organisation. Nous avons regroupé ces moyens d'action en quatre catégories (Figure 4.1). Premièrement, les actions qui visent à informer et sensibiliser l'opinion publique aux problèmes des minorités et peuples autochtones. Deuxièmement, les actions qui visent à organiser un travail de réseaux et de collaboration avec d'autres organisations politiques. Troisièmement, les actions qui proposent de mener des projets concrets (comme, dans un autre cadre, les actions menées par les organisations d'aide au développement). Enfin, nous avons regroupé les formes d'action politique en distinguant d'un côté les formes qui visent à faire pression auprès des autorités politiques et qui se rapprochent du répertoire d'action des groupes d'intérêt et, de l'autre, les moyens d'action non-conventionnels qui sont propres aux acteurs protestataires (comme la manifestation et l'action directe).

⁹ Toutes les questions discutées dans cette section ont été formulées par la SPM. Nous avons simplement mis à disposition notre expertise liée aux enquêtes quantitatives pour aider à la conceptualisation et formulation de certaines de ces questions.

Figure 4.1: Les moyens d'action sur lesquels SPM devrait se concentrer selon les militant-e-s



NOTE: SPM utilise différents moyens d'action. Tous ces moyens d'action sont importants. Toutefois, si SPM devait se concentrer sur 3 moyens d'action lesquels seraient les plus importants à vos yeux ? Pouvez-vous fixer les 3 moyens d'action prioritaires pour SPM ? Les items à choisir étaient les suivants : Sensibiliser l'opinion publique, collaborer avec d'autres organisations au niveau international, collaborer avec d'autres organisations en Suisse, organiser des projets concrets pour défendre les droits des minorités/peuples autochtones, négocier/dialoguer avec des adversaires directs, pression/information auprès des médias, lobbying politique auprès des politiciens/instances officielles au niveau international, lobbying politique auprès des politiciens/instances officielles en Suisse, prendre position lors de campagnes de votation portant sur les droits des minorités, organiser des actions directes/publiques, organiser des manifestations/vigiles silencieuses. Pour plus de lisibilité, nous avons recodé les 3 priorités en une. SPM n=389.

Tout d'abord, les formes d'action politique ne constituent pas des moyens d'action privilégiés par les militant-e-s de SPM. A l'exception du dialogue avec des adversaires directs et, dans une moindre mesure, le lobbying politique au niveau international, les militant-e-s ne priorisent pas les formes d'action politique. Cette interprétation se confirme encore davantage si on se concentre sur les formes d'action non-conventionnelles comme l'action directe ou les manifestations. Dans le répertoire des formes d'action politique, nous retrouvons chez les militant-e-s de SPM la même spécificité que celle de l'organisation elle-même, à savoir une prédilection pour des moyens d'action qui ressemblent plus à des groupes d'intérêt qu'à des acteurs protestataires. Les formes qui nécessiteraient une structure d'activistes, comme les manifestations ou les actions directes, sollicitent peu leur intérêt.

Au contraire, l'information du public, c'est-à-dire la sensibilisation de la population aux problèmes des minorités et des peuples autochtones, est un moyen d'action que doit absolument privilégier SPM. Bien que moins importante que l'information de la population, l'organisation de réseaux politiques suscite de l'intérêt auprès des militant-e-s. Toutefois, ce travail de réseau et de collaboration politique doit se faire essentiellement au niveau international.

Enfin, *l'organisation des projets concrets est largement privilégiée*. En fait, la moitié des militant-e-s estiment qu'une aide directe aux minorités et aux peuples autochtones est prioritaire pour SPM. On voit là très clairement l'effet socialisateur de leur ancrage relationnel dans des organisations d'aide au développement (Tableau 2.1, cf. supra).

Informar la population sur les problèmes des minorités et des peuples autochtones, organiser des projets concrets, et la négociation avec des adversaires constituent les formes d'action que devraient privilégier SPM. Par ailleurs, les militant-e-s de SPM tendent à privilégier les formes d'action qui se situent au *niveau international*, comme le lobbying ou l'organisation de réseaux politiques. Le niveau national ne semble pas être la cible privilégiée de ces militant-e-s.

Le magazine comme seul canal d'interaction efficace

Après avoir discuté des moyens d'action qui sont privilégiés par les militant-e-s, nous passons maintenant aux canaux d'interactions entre SPM et ses membres. SPM a demandé à ses militant-e-s d'évaluer ses trois canaux d'interactions, à savoir son magazine « Voice », son site web et sa newsletter.

Tout d'abord, *la grande majorité des militant-e-s reçoit le magazine* (Tableau 4.1). Parmi ceux-ci, deux tiers lisent le magazine d'une manière intensive et un tiers le feuillette ou ne le lit pas. Très peu des militant-e-s recevant le magazine ne le lisent donc pas. Et parmi cette petite minorité, c'est le manque de temps qui les détiennent de la lecture de « Voice ». Ce constat est probablement valide pour les gens qui ne font que feuilletter le magazine. Nous pouvons donc souligner que le magazine « Voice » est un canal d'interaction efficace.

Tableau 4.1: Lecture du magazine « Voice »

	SPM
	%
Réception du magazine (n=390)	76
Lecture du magazine (n=299)	
Presque toujours en entier	26
Toujours certains articles	43
Feuilleter brièvement	25
Ne le lit pas	6
Pourquoi ne le lit pas (n=19)	
Pas le temps	63
Peu d'intérêt	14
Présentation n'incite pas à lire	0
Autres canaux d'info. sur SPM	0
Autres canaux d'info. sur minorités	11
Autres	12

NOTE: SPM publie deux fois par an le magazine « Voice » (« Nouvelles »). Recevez-vous ce magazine ? Lisez-vous ce magazine ? Pourquoi ne lisez-vous pas le magazine « Voice » ?

Le magazine semble donc être un bon moyen pour sensibiliser l'opinion des militant-e-s. Mais est-ce que le magazine arrive également à sensibiliser les personnes autour des militant-e-s ? Afin de pouvoir répondre à cette question, nous avons demandé aux militant-e-s s'il leur arrive de transmettre le magazine « Voice » à leur entourage (Figure 4.2). Dans la plupart des cas, *le magazine « Voice » n'est pas transmis à l'entourage des militant-e-s*. Toutefois, deux tiers des militant-e-s transmettent le magazine aux membres du ménage, et au moins la moitié le transmet à sa famille plus élargie. Par contre, il est rare que les militant-e-s transmettent le magazine à des amis, dans leur environnement professionnel ou à d'autres personnes. Il y a donc qu'une très faible diffusion du magazine.

Tableau 4.2: Transmettre magazine « Voice » à l'entourage

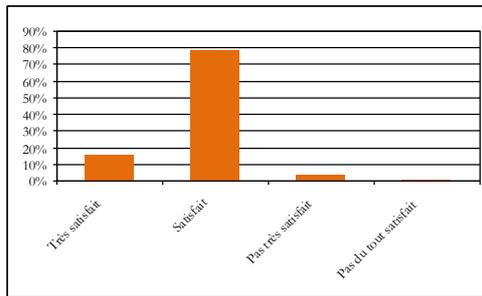
	SPM			
	%			
	<i>Très fréquemment</i>	<i>Fréquemment</i>	<i>Peu fréquemment</i>	<i>Jamais</i>
Membre du ménage	10	20	33	37
Membre de la famille	2	10	32	56
Amis et connaissances	1	4	30	66
Environnement professionnel	2	1	20	77
Autres personnes	1	2	18	79

NOTE: *Vous arrive-t-il de transmettre le magazine « Voice » à votre entourage ? n=261-284.*

Enfin, SPM a récemment remanié la présentation du magazine « Voice ». Le magazine est maintenant présenté en couleur et contient des nouvelles rubriques. Est-ce que les militant-e-s sont satisfaits de ces changements et évaluent-ils le magazine positivement de manière générale ? Oui, *les militant-e-s évaluent le magazine « Voice » très positivement* (Figure 4.2). La quasi totalité est satisfaite de la nouvelle présentation, plus des trois quarts estiment que la fréquence de parution est adaptée telle qu'elle est et que la taille du magazine est également adaptée. Il semble donc que le récent remaniement a été le bienvenu chez les militant-e-s et que le magazine, en tant que canal d'interaction le plus utilisé, est très apprécié.

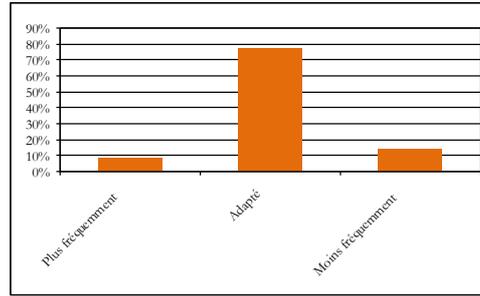
Figure 4.2: L'évaluation du magazine « Voice »

Satisfaction vis-à-vis de la nouvelle présentation



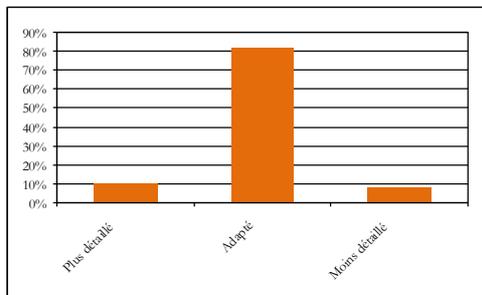
NOTE: Récemment SPM a remanié la présentation du magazine « Voice ». Le magazine est maintenant en couleur et composé de nouvelles rubriques. Etes vous satisfait-e de ces changements ? n=213. ,

Satisfaction vis-à-vis de la fréquence de parution



NOTE: Le magazine paraît deux fois par an. Est-ce que vous trouvez qu'il devrait paraître plus fréquemment, qu'il est adapté tel qu'il est ou qu'il devrait paraître moins fréquemment ? n=300.

Satisfaction vis-à-vis du niveau de détail / volume du magazine



NOTE: Le magazine contient 16 à 20 pages. Est-ce que vous trouvez qu'il devrait traiter les thèmes de SPM d'une manière plus détaillée et avoir plus de pages, qu'il est adapté tel qu'il est ou qu'il est plutôt trop détaillé et devrait être moins volumineux. n=282.

Deuxièmement, et contrairement au magazine, le site web de SPM est très peu connu (Tableau 4.3). En effet, seul un tiers des répondant-e-s dit connaître le site web de SPM. Parmi cette minorité, la plupart utilise le site web fréquemment. Il n'est donc pas mal adapté aux besoins des utilisateurs. Par contre, le fait que très peu des militant-e-s le connaissent montre qu'un effort de publicité pourrait rendre ce canal d'interaction plus efficace.

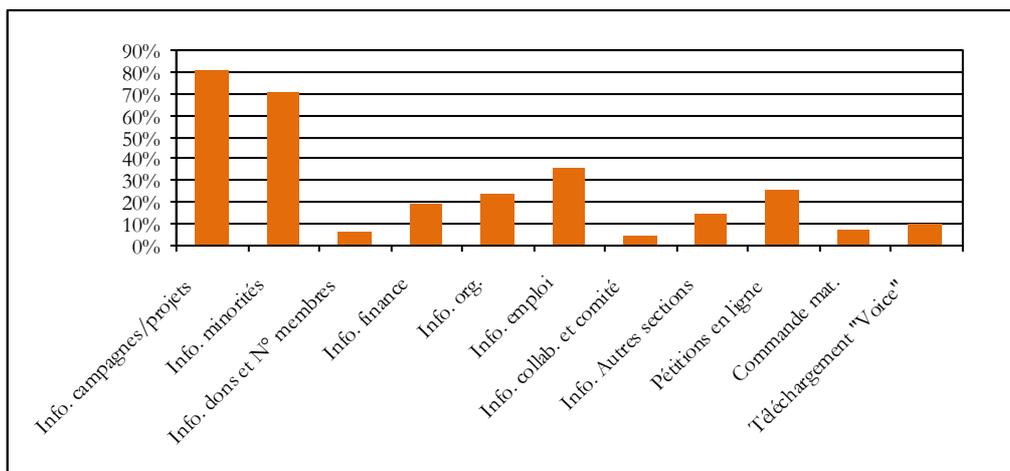
Tableau 4.3: La connaissance et la fréquence d'utilisation du site web de SPM

	SPM
	%
Connaissance du site web (n=392)	28
Fréquence d'utilisation (n=110)	
Très fréquemment	6
Fréquemment	73
Pas fréquemment	22
Pas du tout	0

NOTE: Connaissez-vous le site web de SPM ? Si oui, utilisez-vous le site web de SPM ?

Comme SPM envisage un nouveau site web, elle a demandé à ses militant-e-s à quelles informations ils aimeraient avoir accès. Parmi les informations proposées, les militant-e-s devaient fixer trois informations qui leur semblent prioritaires pour le site web de SPM. Très clairement, les militant-e-s de SPM souhaitent en premier lieu avoir à disposition de *l'information sur les campagnes et projets* de SPM ainsi que de *l'information sur différentes minorités et peuples autochtones*. L'information sur les stages, les emplois et le travail volontaire, l'information sur l'organisation et ses finances, et les pétitions en ligne n'attirent qu'une faible.

Figure 4.3: Les priorités du nouveau site web



NOTE: SPM envisage un nouveau site web parce que le site web actuel ne correspond plus totalement aux besoins des membres et d'autres personnes intéressées. Selon vous, à quelles informations vous aimeriez avoir accès ? Les items à choisir étaient les suivants : Information sur les campagnes et les projets de SPM, information sur différentes minorités et peuples autochtones, information sur les dons et le nombre de membres, information sur les finances de SPM, information sur l'organisation, information sur les collaborateurs et le comité, information sur d'autres sections de SPM, pétitions en ligne, commande de matériaux, téléchargement du magazine « Voice ». Pour plus de lisibilité, nous avons recodé les trois priorités en une. n=388.

Le dernier canal d'interaction entre l'organisation et ses membres est une newsletter que SPM envoie par courriel. Comme c'était le cas du site web, *très peu des militant-e-s connaissent la newsletter de SPM* (Tableau 4.4). De plus, et au contraire du site web, parmi le peu de personnes qui connaissent la newsletter, peu la lit. En effet, seul un sur sept militant-e connaît la newsletter et seul un tiers de ceux-ci la lit régulièrement. La newsletter n'est pas non plus utilisée par les militant-e-s pour des activités professionnelles ou politiques, et n'est pas diffusée auprès de connaissances, d'amis ou de la famille. Le fait que très peu des militant-e-s connaissent la newsletter, que très peu parmi ceux-ci la lisent, qu'elle est peu utilisée pour des activités professionnelles ou politiques et qu'elle n'est pas diffusée dans l'entourage des militant-e-s affaiblit fortement l'impact de la newsletter. Existe-t-il une raison pour laquelle les militant-e-s qui connaissent la newsletter ne la lisent pas ? Oui, il semble y en avoir deux. D'un côté, les militant-e-s disent ne pas avoir le temps de la lire. SPM n'a pas d'influence sur cette raison. D'un autre côté, les militant-e-s mentionnent qu'ils reçoivent trop d'informations par mail. Concernant cet aspect, SPM pourrait se demander si la newsletter envoyée par mail remplit sa fonction en tant que canal d'interaction et s'il n'y aurait pas d'autres moyens de la rendre plus efficace, étant entendu que l'interaction par mail, selon l'évaluation des militant-e-s, est inefficace. En résumé, la

SPM ne dispose pour l'instant que d'un canal d'interaction efficace pour communiquer avec ses militant-e-s, à savoir le magazine. Le site web et la newsletter sont très peu connus. Et alors qu'un effort de publicité pourrait rendre le site web plus connu, la newsletter ne fonctionne pas comme canal d'interaction.

Tableau 4.4: La newsletter par courriel

	<i>SPM</i>
	%
Connaissance newsletter (n=386)	14
Lecture newsletter (n=84)	
Toujours	3
Plupart du temps	28
De temps en temps	40
Jamais	29
Utilisation prof./pol. (n=71)	
Très fréquemment	2
Fréquemment	9
Pas fréquemment	44
Pas du tout	45
Diffusion informations (n=69)	
Très fréquemment	1
Fréquemment	5
Pas fréquemment	54
Pas du tout	41
Pourquoi ne lit pas (n=43)	
Trop d'informations par email	25
Pas le temps	37
Peu d'intérêt pour les thèmes	1
Envoyée trop fréquemment	4
Autres	33

NOTE: Connaissez-vous la newsletter de SPM ? Lisez-vous cette newsletter ? Utilisez-vous ces informations pour vos activités professionnelles ou politiques ? Diffusez-vous ces informations auprès de vos connaissances / amis / famille ? Pourquoi ne lisez-vous pas la newsletter ?

Synthèse et implications

Pour conclure cette discussion sur l'évaluation que les militant-e-s portent sur leur organisation nous retiendrons quatre points. Premièrement, les militant-e-s de SPM estiment que **la sensibilisation de l'opinion publique, les projets concrets, et la négociation avec les adversaires sont prioritaires**. Par contre, les autres formes d'action politique, et surtout les formes d'actions collectives comme les manifestations ou les actions directes, ne sont pas privilégiées par les militant-e-s. En revanche, les militant-e-s estiment que l'organisation de projets concrets, comme le font les organisations d'aide au développement, est un moyen d'action à privilégier. Enfin, les militant-e-s souhaitent que l'organisation s'oriente plutôt au niveau international qu'au niveau national.

Deuxièmement, **le magazine « Voice » est un canal d'interaction efficace et apprécié**. La grande majorité des militant-e-s reçoit et lit le magazine. Par contre, le magazine ne semble pas vraiment circuler dans les réseaux informels des militant-e-s. Ce sont donc essentiellement les militant-e-s qui sont touchés par l'information du magazine « Voice ». Il est à noter par ailleurs que le remaniement du magazine, en termes de présentation, de fréquence de parution et de taille, est beaucoup apprécié des militant-e-s.

Troisièmement, **le site web et la newsletter sont peu connus**. Alors que les militant-e-s qui connaissent le site web utilisent cet outil, il n'en va pas de même pour la newsletter. Non seulement peu de militant-e-s la connaissent mais parmi ceux-ci elle est peu lue. En résumé le magazine est clairement le canal d'information le plus efficace pour interagir avec les militant-e-s. Pour communiquer des messages importants, il semble donc indispensable d'utiliser ce canal. En revanche, SPM doit se poser la question quant à l'utilité de son site web et de la newsletter.

Finalement, et indépendamment de ce qui vient d'être dit précédemment sur le site web actuel, **le projet de nouveau site web de SPM, s'il devait voir le jour, devrait prioriser les informations sur les campagnes et les projets de SPM ainsi que les informations sur les minorités et les peuples autochtones** selon les militant-e-s. Même si le site web est peu connu pour l'instant parmi les militant-e-s, ils souhaiteraient que cette plateforme soit dévolue principalement aux informations sur les actions de l'organisation, les minorités et les peuples autochtones.

Annexe méthodologique

4'500 militant-e-s de SPM ont été contactés pour cette enquête. Seule 434 personnes ont répondu à notre sondage, soit *10% des personnes contactées* pour cette enquête. SPM est l'enquête de notre recherche qui a le taux de réponse le plus faible. Nombre de personnes contactées pour l'enquête ne connaissaient pas SPM. Probablement, ces personnes ont été recrutées par du marketing de rue et leur identification à l'organisation est faible, voir inexistante.

Avec un taux de réponse si faible, nous devons nous poser la question de la représentativité de l'enquête. Comme le montre le tableau A.1, nous avons clairement des biais concernant les caractéristiques principales des militant-e-s, à savoir le sexe, l'âge et la région linguistique. Pour le sexe, les femmes sont sous-représentées et au niveau de l'âge les jeunes répondaient bien moins que les personnes ayant un âge plus avancé. Bien qu'il soit difficile d'expliquer ces différences, le différentiel entre les régions linguistiques est compréhensible vu que nous avons sur-échantillonné les francophones. Dans nos analyses, nous avons corrigé ce choix par une pondération qui donne plus de poids aux répondant-e-s germanophones.

Tableau A.1: Représentativité de l'enquête

	Population mère	Diff.	Echantillon
	%	%	%
Degré d'engagement			
<i>Activistes</i>	0.1%	+0.9%	1%
<i>Sympathisant-e-s</i>	99.9%	+0.9%	99%
Sexe			
<i>Femmes</i>	52%	-17%	35%
<i>Hommes</i>	46%	+7%	52%
<i>Inconnu</i>	2%	+10%	12%
Age			
<i>Moins de 18 ans</i>	-	-	-
<i>18 – moins de 25 ans</i>	40%	-19%	21%
<i>25 – moins de 35 ans</i>	32%	-7%	25%
<i>35 – moins de 45 ans</i>	11%	+2%	13%
<i>45 – moins de 55 ans</i>	7%	+9%	16%
<i>55 – moins de 65 ans</i>	3%	+4%	7%
<i>65 et plus</i>	2%	+4%	6%
<i>Inconnu</i>	5%	+7%	12%
Langue*			
<i>Allemand</i>	76%	-33%	44%
<i>Français</i>	24%	+28%	52%
<i>Italien</i>	-	-	-
<i>Inconnu</i>	-	+4%	4%
Total	N=11868		N=434

Qu'est-ce que signifie cette analyse de la représentative pour la compréhension de ce rapport ? A vu de l'analyse du profil social, de l'architecture des valeurs, de celle des réseaux sociaux et du monde cognitif des militant-e-s, dans notre enquête *nous sommes représentatifs des militant-e-s qui s'identifient à SPM* et ils sont, du point de vue de leur profil sociologique, comparables aux militant-e-s d'autres organisations postindustrielles.

Un sondage est toujours assorti d'une marge d'erreur. L'ampleur de la marge d'erreur statistique dépend du nombre de répondant-e-s à l'enquête. Nous avons un échantillon de 434 militant-e-s de SPM, c'est-à-dire que ces personnes ont répondu à l'enquête. Cependant, ces militant-e-s n'ont pas toujours répondu à l'ensemble des questions de l'enquête ce qui augmente le nombre de données manquantes et réduit l'échantillon sur lequel sont calculées les statistiques de certaines questions. Pour l'enquête SPM, la moyenne des répondant-e-s est autour de 300 personnes.

Pour un échantillon de 300 personnes, la marge d'erreur est d'environ 6%. Ainsi, tout pourcentage doit être compris avec sa marge d'erreur. Par exemple, 20% des militant-e-s estime que SPM doit se concentrer sur du lobbying au niveau suisse. Ce pourcentage doit être lu comme suit : entre 14% (-6%) et 26% (+6%) des militant-e-s souhaitent que SPM privilégie le lobbying politique au niveau national. *Chaque pourcentage doit être lu et interprété avec sa marge d'erreur.* Ainsi, les faibles différences ne peuvent pas être interprétées comme étant des différences significatives.

Bibliographie

Bartolini, Stefano et Peter Mair 1990. *Identity, Competition, and Electoral Availability*. Cambridge: Cambridge University Press.

Bütschi, Danielle 1997. *Information et opinions. Promesses et limites du questionnaire de choix*. Thèse de doctorat. Université de Genève.

Gamson, William A. 1992. *Talking Politics*. Cambridge : Cambridge University Press.

Jasper, James M. 1997. *The Art of Moral Protest : Culture, Biography, and Creativity in Social Movements*. Chicago: University of Chicago Press.

Kriesi, Hanspeter 1993. *Political Mobilization and Social Change*. Aldershot: Avebury.

McAdam, Doug 1982. *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*. Chicago : University of Chicago Press.

Monroe, Kristen R. 1996. *The Heart of Altruism. Perceptions of a Common Humanity*. Princeton, NJ : Princeton University Press.

Oliner, Samuel P. and Pearl M. Oliner 1988. *The Altruistic Personality. Rescuers of Jews in Nazi Europe*. New York : Free Press.

Oliver, Pamela 1980. « Rewards and Punishments as Selective Incentives for Collective Action. Theoretical Investigation ». *American Journal of Sociology* 85: 1356-75.

Olson, Mancur 1965. *The Logic of Collective Action*. Cambridge, MA : Harvard University Press.

Passy, Florence 1998a. *L'action altruiste*. Genève : Droz.

Passy, Florence 1998b. *Les militants du WWF. Les chemins de leur engagement*. Rapport de recherche pour le WWF.

Piven, Frances F. and Richard A. Cloward 1979. *Poor People's Movements*. New York : Vintage Books.

Snow, David A. and Robert D. Benford 1992. « Master Frames and Cycles of Protest ». In : *Frontiers of Social Movement Theory* ed. by A.D. Morris and C. McClurg Mueller. New Haven : Yale University Press.